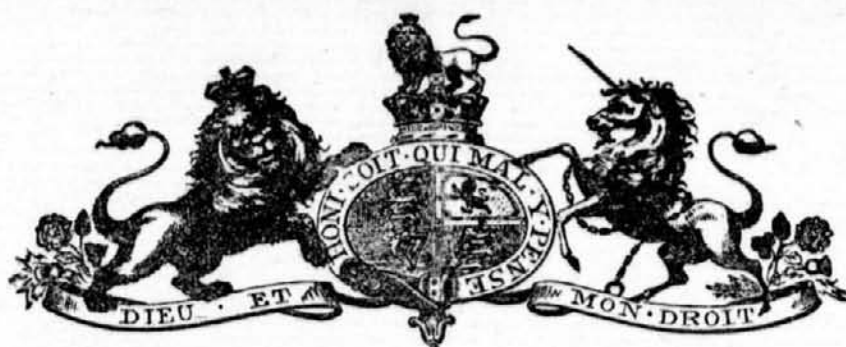




Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 4 MAI 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçues après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

917

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onzième jour d'avril 1912, de nommer M. Alphonse E. Corriveau, actuellement député greffier de la Couronne et de la Paix du district de Montréal, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district de Montréal.

1821

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-huitième jour d'avril 1912, de nommer M. Alfred Gagnon, de Thetford Mines, greffier de la cour de circuit dans et pour le comté de Mégantic, à Thetford Mines.

1867

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 2 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, M. Arnold Wainwright, avocat, de Montréal, district de Montréal.

PROVINCE [OF] QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 4th MAY, 1912.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

918

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh day of April, 1912, to appoint Mr. Alphonse E. Corriveau, presently deputy clerk of the Crown and of the Peace of the district of Montreal, clerk of the Crown and clerk of the Peace of the district of Montreal.

1822

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of April, 1912, to appoint Mr. Alfred Gagnon, of Thetford Mines, clerk of the circuit court in and for the county of Megantic, at Thetford Mines.

1868

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 2nd May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Arnold Wainwright, advocate, of Montreal, district of Montreal.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 2 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, M. Wm. Gamble, avocat, d'Ottawa, district d'Ottawa.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 2 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, M. Henri Jodoin, avocat, de Montréal, district de Montréal. 1861

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,
Assistant-Procureur-Général
suppléant.

ATTENDU que J. A. Lemire, écuyer, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Trois-Rivières, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Marc de Shawinigan, dans le comté de Champlain, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Marc de Shawinigan, qui est un démembrement de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice, et entièrement comprise dans les limites de la ville de "Shawinigan Falls", est formée des lots Nos. 624, 625, 626, au complet, et de parties des lots Nos. 627 et 628 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore; et ses limites sont décrites comme suit :

Partant du point où aboutit à la rive droite de la rivière Saint-Maurice, la ligne limitative entre la seigneurie du Cap de la Magdeleine et le canton Shawinigan; de là, vers le sud-ouest, la dite rive, jusqu'à l'intersection du prolongement,—à travers le lot No 628 (Bloc C de l'arpentage primitif du canton Shawinigan),—de la ligne entre les lots Nos 625 et 626, ou 2 et 3 du rang A de l'arpentage primitif, même canton; de là, vers le nord-ouest, suivant la ligne du susdit prolongement, jusqu'à l'axe du chemin de fer appelé "The Saint Maurice Valley Railway", à un point devant coïncider exactement, ou à peu de choses près, avec l'alignement nord-ouest de l'avenue du Carburé, puis, vers le sud-ouest, le dit axe,

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Qu- bec, 2nd May, 1912

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Wm. Gamble, advocate, of Ottawa, district of Ottawa.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 2nd May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Henri Jodoin, advocate, of Montreal, district of Montreal. 1862

Proclamation

Canada.
Province of
Québec.

[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER
Acting Assistant Attorney
General.

WHEREAS J. A. Lemire, esq., secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Three Rivers, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant-Gouverneur of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Marc de Shawinigan, in the county of Champlain, in the said roman catholic diocese of Three Rivers, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Marc de Shawinigan which is a dismemberment of the parish of Saint Pierre de Shawinigan in the county of Saint Maurice, and wholly comprised within the limits of the town of "Shawinigan Falls", is formed of the lots Nos. 624, 625, 626 entirely, and of part of the lots Nos. 627 and 628 of the official cadastre of Sainte Flore, and its limits are described as follows, to wit :

Starting at the point where the boundary line between the seigniorie of Cap de la Magdeleine and the township Shawinigan ends on the right shore of the river Saint Maurice; thence, towards the south west, the said shore to the intersection of the prolongation through lot No. 628 (Block C of the primitive survey of the township Shawinigan) of the line between the lots Nos. 625 and 626, or 2 and 3 of range A of the primitive survey, same township; thence, towards the north-west following the line of the aforesaid prolongation to the axis of the railway called "The Saint Maurice Valley Railway", to a point coinciding exactly, or very nearly, with the north-west alignment of Carburé avenue; then, towards the south-west, the said axis to the

jusqu'au prolongement du côté est du lot de subdivision cadastrale No 628-1479 (Première rue), sur la voie du chemin de fer "Canadian Northern Quebec Railway", et, vers le nord, ce prolongement, et le côté est lui-même du dit lot 628-1479 (Première rue), jusqu'à l'entrée proprement dite du chemin des cimetières (côté nord-est), dans le même lot No 628-1479; de là, dans des directions générales nord-ouest et ouest, les côtés nord-est et nord du dit chemin des cimetières, jusqu'à la limite sud-est du cimetière catholique romain; de là, successivement vers le nord-est et le nord-ouest, la limite sud-est de ce dernier cimetière, la limite sud-est du cimetière protestant, et la limite nord-est de celui-ci prolongée jusqu'à la rivière Shawinigan; de là, dans la direction générale du nord, la rive gauche de cette rivière, jusqu'à la ligne limitative, en premier lieu mentionnée, entre la seigneurie du Cap de la Magdeleine et le canton Shawinigan, puis, vers le sud-est, cette ligne, jusqu'au point de départ.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes co firmens, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Marc du Shawinigan, ci dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse du Saint-Marc de Shawinigan, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELE, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL en l'an de grâce mil neuf cent douze et de Notre règne le deuxième.

Par ordre :

C. J. SIMARD,

1811

Sous-secrétaire de la province.

AVIS DU GOUVERNEMENT

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 avril 1912.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR
Conseil.

Sous l'autorité de l'article 429 des statuts refondus de la province, 1909, il est ordonné d'amender le tarif d'honoraires et dépenses mentionnés dans la deuxième annexe du chapitre deuxième des dits statuts refondus, (Loi électorale) de la manière suivante, savoir :

Paragraphe 5, dans la deuxième ligne, quinze centins par mille au lieu de dix centins.

Paragraphe 6, dans la quatrième ligne, quinze centins par mille au lieu de dix centins.

Paragraphe 7, dans la cinquième ligne, quinze centins par mille au lieu de dix centins.

Paragraphe 10, dans la quatrième ligne, quinze centins par mille au lieu de dix centins.

Paragraphe 21, dans la quatrième ligne, quinze centins par mille au lieu de dix centins.

GUSTAVE GRENIER,

1769

Greffier du Conseil Exécutif.

prolongation of the east side of cadastral subdivision lot No. 628-1479 (First street), on the railway line of the "Canadian Northern Quebec Railway", and, towards the north, the said prolongation and the east side itself of the said lot 628-1479 (First street) to the properly so called entry of the cemeteries road (north east side) in the same lot No. 628-1479; thence, in general north west and westerly directions, the north east and north sides of the said cemeteries road to the south east limit of the Roman Catholic cemetery; thence, successively towards the north east and the north west, the south east limit of the latter cemetery, the south east limit of the Protestant cemetery, and the north east limit of the latter prolonged to the Shawinigan river; thence, in a general northerly direction, the left bank of the said river to the boundary line firstly mentioned between the seignior of Cap de la Magdeleine and the township Shawinigan, then, towards the south east, the said line to the point of departure.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Marc de Shawinigan aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Marc de Shawinigan, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELE, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SIXTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1812

Deputy Provincial Secretary.

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 25th April, 1912.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Under the authority of article 429 of the Revised Statutes of the province, 1909, it is ordered to amend the tariff of fees and expenses mentioned in schedule two of chapter second of the Revised Statutes, (Election Act) in the following manner, to wit :

Paragraph 5, in the second line, fifteen cents per mile instead of ten cents.

Paragraph 6, in the third line, fifteen cents per mile instead of ten cents.

Paragraph 7, in the fifth line, fifteen cents per mile instead of ten cents.

Paragraph 10, in the third line, fifteen cents per mile instead of ten cents.

Paragraph 21, in the third line, fifteen cents per mile instead of ten cents.

GUSTAVE GRENIER,

1770

Clerk of the Executive Council.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 25 avril 1912.

Présent : Le LIÉUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu 1°. Qu'en vertu des dispositions de l'article 3550 des statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté ministériel, imposer les taxes ou le droit qu'il juge convenable sur les procédures judiciaires, dans tout district autre que le district de Pontiac, devant tout tribunal quelconque.

Attendu 2°. Que par la loi 2 Geo. V, c. 48, il a été décrété que dans les actions personnelles dans lesquelles le montant de la demande ou le jugement intervenu sur icelle n'excède pas vingt-cinq piastres, aucun honoraire ne peut être accordé contre la partie défenderesse, qui ne peut être condamné qu'au paiement des honoraires du greffier et des frais de signification de l'action, excepté dans les cas mentionnés dans la dite loi.

Attendu 3°. Qu'il est à propos d'abolir la taxe perçue par le gouvernement dans les causes qui n'excèdent pas vingt-cinq piastres à partir du 3 juin prochain (1912), date de l'entrée en vigueur de la dite loi, 2 Geo. V, ch. 48.

Il est ordonné qu'à partir du 3 juin 1912, le tarif de la cour de circuit, non appelable, soit amendé comme suit, savoir :

1° En retranchant la taxe payable sur toutes les actions et procédures qui appartiennent à la quatrième classe du dit tarif.

2° En ajoutant l'alinéa suivant à la fin du dit tarif :

Aucune taxe ne sera exigée ou perçue en vertu du présent tarif sur ces pièces de procédures des actions qui appartiennent à la troisième classe, lorsque le montant de la demande sera pour une somme de vingt-cinq piastres.

GUSTAVE GRENIER,

1771

Greffier, Conseil Exécutif.

FORMATION D'UN SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par les présentes donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté d'Yamaska, sous le nom de "Syndicat d'élevage du Bassin", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Elphège.

JOS. ED. CARON,

Québec, 26 avril 1912.

Ministre de l'Agriculture.

1779

No 1854-10.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 25 avril 1912.

Demande a été faite au surintendant de l'Instruction publique pour que l'ordre-en-conseil No 486, du 15 juin 1911, soit annulé, et pour détacher les lots 1 à 8, tous deux inclusivement, lot 10, la partie nord du lot 12 et les lots 13 à 340, tous deux inclusivement, comprenant la ville de Scotstown, de la municipalité scolaire de Hampden, comté de Compton, et les ériger en une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Scotstown".

1783

No 3600-10.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 25 avril 1912.

Demande est faite au surintendant de l'Instruction publique de détacher le lot 36 du deuxième rang et les lots 34 et 35 du troisième rang de Arundel, comté d'Argenteuil, de la municipalité scolaire de Arundel, et de détacher les lots 40, 41, 42, 43 du cinquième rang, les lots 35, 39, 40, 41, 42, 43 du sixième rang, et les lots 34, 35, 41 et 44 du septième rang du canton de Ponsonby, comté d'Ottawa, de la municipalité scolaire de Ponsonby, et annexer

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 25th April, 1912.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas 1. That under the provisions of article 3550 of the revised statutes of Québec, 1909, the Lieutenant Governor may, by order in council, impose such taxes or duty as he sees fit, on judicial proceedings had in any district other than the district of Pontiac, before any court whatever.

Whereas 2. That by the act 2 Geo. V, c. 48, it has been enacted that in personal actions in which the amount demanded or the amount for which judgment is rendered does not exceed twenty five dollars, no fees shall be granted against the defendant, who can only be condemned to pay the fees of the clerk and the costs of service of the action, except in the cases mentioned in the said act.

Whereas 3. That it is expedient to abolish the tax collected by the government in cases not exceeding twenty five dollars from the 3rd of June, 1912, the date of the coming into force of the said act 2 Geo. V, c. 48.

It is ordered that from the 3rd of June, 1912, the tariff of the circuit court, "non appealable", be amended as follows, to wit :

1. By striking out the tax payable on all actions and proceedings belonging to the fourth class of the said tariff.

2. By adding the following paragraph at the end of the said tariff :

No tax shall be exacted or levied under this tariff on processes or papers in actions belonging to the third class when the claim is for a sum of twenty five dollars.

GUSTAVE GRENIER,

1772

Clerk of Executive Council.

FORMATION OF A STOCK-BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Yamaska, under the name of "The Bassin Stock-breeding Syndicate", the principal place of business whereof is in the parish of Saint Elphège.

JOS. ED. CARON,

Quebec, 26th April, 1912.

Minister of Agriculture.

1780

No. 1854-10.

Department of Public Instruction.

Quebec, 25th April, 1912.

Application has been made to the superintendent of Public Instruction to have order in council No. 486, of 15th June, 1911, cancelled, and to detach lots 1 to 8, both inclusive, lot 10, the north part of lot 12, and lots 13 to 340, both inclusive, comprising the town of Scotstown, from the school municipality of Hampden, Compton county, and to erect them into a distinct school municipality under the name of "Scotstown".

1784

No. 3600-10.

Department of Public Instruction.

Quebec, 25th April, 1912.

Application is made to the superintendent of Public Instruction to detach lot 36 of the second range, and lots 34 and 35 of the third range of Arundel, Argenteuil county; from the school municipality of Arundel; and to detach lots 40, 41, 42, 43, of the fifth range, lots 35, 39, 40, 41, 42, 43 of the sixth range, and lots 34, 35, 41 and 44 of the seventh range of the township of Ponsonby, Ottawa county, from the school municipality of Ponsonby, and to annex all the foregoing lots to the municipal-

les susdits lots à la municipalité du canton de Amherst (Rockway Valley), comté d'Ottawa, Valley), Ottawa county, for school purposes.
pour les fins scolaires. 1785 1786

Québec, 2 mai 1912.

Avis est par le présent donné que la "Compagnie Leitch Brothers Flour Mills, Ltd", autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. John H. Rowell, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires à Montréal.

Québec, 2nd May, 1912

Notice is hereby given that the company "Leitch Brothers Flour Mills, Ltd", authorized to carry on business in this province, has, by new power of attorney, appointed Mr. John H. Rowell, of the city of Montreal, its principal agent, with its chief place of business at Montreal.

Québec, 2 mai 1912.

Avis est par le présent donné que la compagnie "Linde British Refrigeration Company, Ltd", autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. R. Percy Sims, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires à Montréal.

Québec, 2nd May, 1912.

Notice is hereby given that the company "Linde British Refrigeration Company, Ltd", authorized to carry on operations in this province, has, by new power of attorney, appointed Mr. R. Percy Sims, of the city of Montreal, its principal agent, with its chief place of business at Montreal.

1859

1860

18.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Wickham ouest, comté de Drummond, le bien fonds ayant au cadastre officiel du canton Wickham, le No 28 du 7e rang et de l'annexer à celle de Saint-Germain de Grantham, même comté.

1825

818.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 30th April 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Wickham West, county of Drummond, the lot bearing on the official cadastre of the township of Wickham, the No. 28 of the 7th range, and to annex same to that of Saint Germain de Grantham, same county.

1826

No 1545-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q. de 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canton Beaudet", comté de Témiscouata, les six premiers rangs du canton Beaudet, moins les rangs A et B, ainsi que les lots 44 à 54 inclusivement du 1er rang, les lots Nos 45 à 54 inclusivement du 2ème rang, et aussi les lots Nos 49 à 54 inclusivement du 3ème rang qui font déjà partie de la municipalité scolaire de Saint Cyprien.

Le territoire dont on demande l'érection n'appartient à aucune municipalité scolaire.

1823

No 1545.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 30th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of "Township Beaudet", county of Témiscouata, the six first ranges of the township Beaudet, minus the ranges A and B, and the lots 44 to 54 inclusively of the 1st range, the lots Nos. 45 to 54 inclusively of the 2nd range, and also the lots Nos. 49 to 54 inclusively of the 3rd range which already from part of the school municipality of Saint Cyprien.

The territory application for which is made to be erected does not belong to any school municipality.

1824

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date vingt-sixième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Timothy George Cagney, manufacturier, New-York, E. U. A., Frank Rockford Heisler, voyageur, de Paterson, N. J. U. S. A. William Feirley Hamilton, teneur de livres, Montréal, George Whittaker, comptable, Montréal, Henri Albany Beauregard, prothonotaire, Saint-Hyacinthe, Alphonse Gervais gérant, Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants :

Posséder et mettre en opération des parcs et autre places d'amusement pour le public, et tous leurs accessoires, tels que concerts, spectacles et productions dramatiques, vues animées, expositions, scènes de chemins de fer, chemins de fer en miniature, merry-go-rounds, loop-the-loop, ballons, aéroplanes et autres attractions, et charger des honoraires pour le transport et l'admission aux dits parcs et pour tout les dites attractions ;

Faire les opérations de courses d'automobile, courses de chevaux et de jeux de toute sorte et posséder et mettre en opération des estrades, abris, garages, étables, restaurants, omnibus, automobiles et autres commodités et accessoires, et charger des honoraires et rémunérations pour l'usage et jouissance d'iceux ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth April, 1912, incorporating Messrs. Timothy George Cagney, manufacturer, New York, U. S. A., Frank Rockford Heisler, traveller, of Paterson, N. J. U. S. A., William Feirley Hamilton, book-keeper, Montreal, George Whittaker, accountant, Montreal, Henri Albany Beauregard, prothonotary, Saint Hyacinthe, Alphonse Gervais, manager, Saint Hyacinthe, for the following purposes :

To possess and operate parks and other amusement places for the public and all their accessories, such as concerts, spectacular and dramatic productions, moving pictures, exhibitions, scenic railways, miniature railways, Merry-go-rounds, loop-the-loop, balloons, aeroplanes and other attractions, and to charge fees for transportation and admission to the said parks and to enjoy the said attractions ;

To carry out the operations of automobile races, horse races and of sports of all kinds and to possess and operate stands, shelters, garages, stables, restaurants, omnibuses, automobiles and other commodities and accessories, and to charge fees and remunerations for the use and enjoyment of the same ;

Vendre, louer ou concéder autrement aucune des dites attractions et le privilège de les mettre en opération;

Acquérir, louer, vendre et hypothéquer toutes les propriétés, biens et effets, meubles et immeubles, découvertes, patentes, marques de commerce, permis et concessions, en faire le commerce, les manufacturer et les mettre en opération, soit comme patron ou agent;

Faire les affaires de messagers publics pour voyageurs et pour effets et marchandises, et faire tous contrats avec les messagers ordinaires et autres personnes, qui peuvent être nécessaires pour les fins et objets de la compagnie;

Émettre toute partie du capital-actions de la compagnie en paiement pour aucuns biens ou effets, meubles et immeubles, et pour tous baux, privilèges ou droits, ou autre affaire d'aucune valeur à la compagnie;

Souscrire, acquérir et posséder toutes actions, débetures ou autres valeurs de toutes compagnies ou corporations, et émettre ses propres actions, débetures ou autres valeurs en faveur de toutes autres compagnies ou corporations, et s'amalgamer avec icelles, sous le nom de "American Amusement Company", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec, Canada.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1791

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Adelphus Octave Bourbonnais, ingénieur civil, Jean-Baptiste Cadrin, marchand, Camille Maurice Roy, comptable, Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, et Ls. Victor Bernier, de Saint-Anselme, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, et exploiter des pouvoirs d'eau, dans les limites du comté de Dorchester;

Produire de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage, la vente et location de forces motrices, tout pour le besoin de la compagnie que pour services publics, et le commerce et l'industrie du comté de Dorchester;

Posséder et construire des scieries, manufactures de bois sous toutes ses formes, moulins à farine; faire le commerce de bois bruts, sciés et préparés de toutes sortes;

Construire des barrages, écluses et autre voie d'eau;

Manufacturer des meubles de tout genre et avec toutes matières susceptibles d'être employées à cette fin, vendre et acheter des terrains, ou limites de bois, paver en actions de la compagnie, tout terrain, immeubles, ou tous services rendus à la compagnie;

Manufacturer le bois sous toutes ses formes, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de Saint-Anselme Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Anselme.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1799

Sous-secrétaire de la province.

To sell, lease or otherwise concede any of the said attractions and the privilege of operating the same;

To acquire, rent, sell and hypothecate all properties, goods and effects, moveable and immoveable, discoveries, patents, trade-marks, permits and concessions, and to trade, manufacture and operate the same, either as principal or agent;

To carry on the trade of public carriers for travellers and for goods and effects, and to make all contracts with ordinary carriers and other parties as may be necessary for the purposes and objects of the company;

To issue any portion of the capital stock of the company in payment for any property or effects, moveable or immoveable, and for any leases, privileges or rights, or other affair of any value to the company;

To subscribe, acquire and possess any shares, debentures or other values of any companies or corporations, and to issue its own shares, debentures or other values in favor of any other companies or corporations, and to amalgamate with the same under the name of "American Amusement Company" with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec, Canada.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1792

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs Adelphus Octave Bourbonnais, civil engineer, Jean-Baptiste Cadrin, merchant, Camille Maurice Roy, accountant, Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, and Ls. Victor Bernier, of Saint Anselme, for the following purposes:

To acquire, hold and exploit water powers within the limits of the county of Dorchester;

To produce electricity for lighting, heating, the sale and leasing of motive power both for the need of the company and the public service, and the business and industry of the county of Dorchester;

To hold and construct saw-mills, lumber mills in all forms, flour-mills, deal in timber in the rough, sawn and prepared of all kinds;

To erect dams, locks and other waterways;

To manufacture furniture of all kinds and with any materials capable of being employed for such purpose, sell and purchase lands or timber limits, and pay for any land, immoveable or services rendered to the company with shares of its capital stock.

To manufacture lumber in all its forms, under the name of "La Compagnie Manufacturière de Saint-Anselme Limitée", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Anselme.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1790

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Arthur Robillard, employé civil, Trefflé Valliquette, entrepreneur général, Joseph Faille, entrepreneur briquetier, Valmore Saurette, entrepreneur général, et Jean-Baptiste Lalonde, maître-boucher, de la ville de Verdun, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles en général, soit comme propriétaires ou comme agents ; agir comme courtiers, agents ou collecteurs et comme gérants de successions, en rapport avec le commerce d'immeubles ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, des terres ou lots de terre ; acquérir par achat, bail ou autrement, bâtir, construire, agrandir et réparer des maisons, des magasins, des entrepôts, des moulins, des manufactures, des hôtels, des théâtres, et bâtisses en général, des installations, outils et machines, droits et privilèges ; en général toutes sortes de valeurs et propriétés mobilières et immobilières, les payer en argent, parts, débiteures ou autrement ; les vendre, les louer, en disposer et transiger sur ceux de toutes manières, et, à ces fins, agir comme ingénieurs, architectes, constructeurs, manufacturiers et mécaniciens ;

Détenir, acquérir, souscrire, vendre, assigner, transférer ou disposer des parts du capital-action, des débiteures, bons ou autres obligations créées ou émises par d'autres corporations, compagnies ou personnes, et d'exercer tous les droits et privilèges de propriété y compris le droit de vote, et de payer, pour tels droits, en argent, parts ou bons de cette compagnie, ou autrement, et d'investir de l'argent sur prêts, hypothèques ou autres garanties ;

Acquérir la clientèle, les droits, propriétés et revenus de toutes sortes, assumer en tout ou en partie, les obligations, ou prendre à bail et continuer les affaires de toute personne, compagnie ou corporation faisant en tout ou en partie le même commerce que cette compagnie, et de payer pour ceux en argent, parts ou bons de cette compagnie ou autrement ;

En venir à tout arrangement pour la division des profits, union d'intérêts, co-opération, concession réciproque ou amalgamation avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire, ou étant sur le point de faire ou de s'engager à faire le commerce ou les transactions que cette compagnie est autorisée à faire, ou tout autre commerce ou transaction capable de mener directement ou indirectement aux bénéfices de cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement des droits, entreprises et propriétés de cette compagnie en tout ou en partie, de quelque manière que ce soit, et d'en recevoir le paiement en argent, parts, bons ou autres valeurs ou débiteures émises par d'autres compagnies, avec tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de vote ;

Rémunérer par parts acquittées de cette compagnie, bons ou autrement toute personne ou compagnie qui auront rendu ou qui rendront à icelle des services soit en disposant ou faisant disposer des parts de son capital-action, de ses bons ou débiteures ou autres garanties de la compagnie formée ou en voie de formation, soit en étant ou veillant à la conduite de ses affaires sous le nom de "La Compagnie Immobilière de Verdun" avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Verdun.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs. Arthur Robillard, civil employee, Trefflé Valliquette, general contractor, Joseph Faille, brick contractor, Valmore Saurette, general contractor, and Jean Baptiste Lalonde, master-butcher, of the town of Verdun, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, either as principals or as agents, and act as brokers, agents or collectors and as managers of estates in connection with the real estate business ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, lands or lots of land ; to acquire by purchase, lease or otherwise, build, construct, enlarge and repair houses, stores, warehouses, mills, factories, hotels, theatres and buildings generally, installations, tools and machinery, rights and privileges, and generally all kinds of securities and moveable and immoveable property, and pay for same in cash shares, debentures or otherwise, sell and lease same, dispose thereof and deal with same in any manner, and, for such purposes, act as engineers, architects, builders, manufacturers and machinists ;

To hold, acquire, subscribe for, sell, assign, transfer or dispose of shares of the capital stock, debentures, bonds or other obligations created or issued by other corporations, companies or persons, and to exercise all the rights and privileges of ownership including the right to vote, and to pay for such rights in cash, shares or bonds of the company or otherwise, and to invest money on loans, hypothecs or other securities.

To acquire the goodwill, rights, property and revenue of all kinds, assume in whole or in part, the obligations, or take on lease and continue the business of any person, company or corporation carrying on, in whole or in part, a similar business to this company, and to pay for same in cash, shares or bonds of this company or otherwise ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, reciprocal concession or amalgamation with any person or company carrying on or engaged in carrying on or on the point of carrying on or engaging in the business or transactions that this company is authorized to carry on or any other business or transaction capable of leading directly or indirectly to the benefit of the company ;

To sell or otherwise dispose of the rights, undertakings and property of the company, in whole or in part, in any manner whatever, and to receive payment therefor in cash, shares, bonds or other securities or debentures issued by other companies, with all the rights and privileges of ownership including the right to vote ;

To remunerate with paid up shares of the company, bonds or otherwise any person or company rendering services to it either in disposing or getting disposed of the shares of the capital stock, bonds, debentures or other securities of the company formed, or about to be formed, either in being at or looking to the management of its business, under the name of "La Compagnie Immobilière de Verdun", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Verdun.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1912, constituant une corporation MM. Hermas Therrien, voyageur de commerce, Saint-Rémi, Albert Denault, marchand, Hemmingford, Louis Lazure, marchand, J. A. Collette, commis-marchand, J. B. A. Bouchard, notaire, P. Gagnon, marchand, Zénon McGee, hôtelier, David Inkel, commerçant, de Saint-Michel, Freddy Robillard, fabricant de beurre, Saint-Edouard, Gonzague Boyer, cultivateur, de Saint-Rémi, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, construire et exploiter une ou des fonderies ;

Acheter la fonte, le fer, l'acier, le cuivre, pour les fondre, couler, manufacturer et pour en faire des poêles, des fournaies, des instruments agricoles, des outils et des matériaux de construction de toutes sortes ;

Fabriquer et acquérir des meubles et autres outillages pour l'exploitation de son industrie ;

Manufacturer et produire de l'électricité, de la vapeur et du gaz pour la chaleur, la lumière et la force pour les fins de la compagnie et en vendre le surplus dans les comtés de Châteauguay, Laprairie et Napierville ;

Faire le commerce de tout espèce de matériaux de construction, les fabriquer, les importer, exploiter, acheter, vendre, réparer, altérer, échanger, louer ou autrement disposer de ces matériaux de construction ou autres articles qui pourraient être nécessaires aux fins de la compagnie, prendre toute agence à cette fin et les exploiter ;

Manufacturer, vendre et faire le commerce des matériaux, engins, machines, outils, instruments, métaux, bouilloires, matériel roulant et quincailleries de toutes sortes ;

Manufacturer des portes, des châssis, des moulures, des couvertures de toutes sortes pour maison et exploiter l'industrie du bois dans toutes ses branches ;

Manufacturer de la fleur, du son, de la moulée et autres farines et exploiter l'industrie des grains dans toutes ses branches ;

Racheter son propre stock action privilégié ou autre avec son surplus dans tels cas et aux conditions pourvus par ses règlements ;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou prendre les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute compagnie faisant les mêmes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ;

Remettre et répartir les actions acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous services, affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoir, privilège, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Acheter, posséder des obligations et garanties dans toute compagnie et en disposer ;

Payer tous biens, droits ou objets acquis pour l'usage ou bénéfice de la compagnie, en actions acquittées du capital-actions de la compagnie ou autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement en s'amalgamant avec toute personne, société ou corporation faisant les mêmes affaires en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos ;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non qui peut être exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telles autres industries ;

Demander, obtenir ou affermir ou acquérir

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1912, incorporating Messrs. Hermas Therrien, commercial traveller, Saint Remi, Albert Denault, merchant, Hemmingford, Louis Lazure, merchant, J. A. Collette, salesman, J. B. A. Bouchard, notary, P. Gagnon, merchant, Zénon McGee, hotelkeeper, David Inkel, trader, of Saint Michel, Freddy Robillard, butter manufacturer, Saint Edouard, Gonzague Boyer, farmer, of Saint Remi, for the following purposes :

To acquire, hold, construct and operate one or more foundries ;

To purchase cast-iron, iron, steel, brass, to melt, run, manufacture and make stoves, furnaces, agricultural instruments, tools and construction materials of all kinds thereof

To manufacture and acquire furniture and other equipment necessary for the operation of its business ;

To manufacture and generate electricity, steam and gas for heat, light and power for the purposes of the company, and sell the surplus thereof in the counties of Chateauguay, Laprairie and Napierville ;

To deal in all kinds of construction materials, manufacture, import, exploit, purchase, sell, repair, alter, exchange, lease or otherwise dispose of such construction materials or other articles which may be necessary for the purposes of the company, and take any agencies for such purpose and exploit same ;

To manufacture, sell and deal in materials, engines, machinery, tools, instruments, metals, boilers, rolling stock and hardware of all kinds ;

To manufacture doors, windows, mouldings, opening of all kinds for houses and carry on the lumber business in all its branches.

To manufacture flour, bran, meal and other grist, and carry on the grain business in all its branches ;

To redeem its own stock, preferred or other with its surplus funds in such cases and on the conditions provided by its by-laws ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or take the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on the same kind of business that this company is authorized to do ;

To deliver and allot the paid up stock of the company in payment or part payment for any services, business, franchises, undertaking, property, rights, power, privilege, lease, license or contract that the company is authorized to acquire ;

To purchase, hold bonds and securities of any company and dispose thereof ;

To pay for any property, rights or objects acquired for the use or benefit of the company with paid up shares of the capital stock of the company or otherwise ;

To sell, lease the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit or otherwise dispose of same by amalgamating with any person, from or corporation carrying on the same kind of businesses in whole or in part as those of this company on the terms and conditions deemed advisable ;

To carry on any other manufacturing industry or not that may be carried on jointly with the business of the company or of a nature to increase the property of the company or render it profitable with all the necessary powers for the carrying on of such other industries ;

To demand, obtain, rent or otherwise acquire

autrement et posséder, employer mettre en opération, vendre, céder toute marque de commerce, patentes d'inventions ou autres tels droits et privilèges qui peuvent être utiles à la compagnie ou en disposer autrement ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en espèces parmi ses actionnaires ;

Tout pouvoir accordé dans aucun des susdits paragraphes ne sera pas limité par rapport ou déduction d'aucun paragraphe ;

Payer avec les fonds de la compagnie tous frais et dépenses ayant rapport à l'incorporation, organisation et la construction des bâtiments nécessaires à la compagnie, sous le nom de "The Victoria Stove Company Limited" avec un capital de quarante-neuf mille cinq cent piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Rémi, comté de Napierville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1787

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Pierre Adolphe Masson, ingénieur civil, Rodolphe DeSerres, avocat, Joseph Laurent, comptable, Willie Quévillon, comptable, et Jules Desmarais, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de tous genres d'immeubles et propriété immobilière ;

Agir comme agents et courtiers, pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature ;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance ;

A faire fonction d'agence, ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêts ou de placements, et à assurer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes confiées à la compagnie pour être placées, et pour protéger la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie, à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie, ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ou entreposées chez celles-ci, à agir comme agents pour toute débenture, obligation, hypothèque, ou autre valeur émise suivant la loi pour toute corporation municipale ou pour toute autre corporation constituée dans la province de Québec, ou dans la Puissance du Canada ;

Faire la collection et perception de deniers, loyers, billets promissaires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs.

Prêter de l'argent aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie ;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque ;

Prendre et posséder des hypothèques sur bien fonds ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux ;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir ;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers, de personnes ou de corpora-

and hold, employ, operate, sell, assign any trade mark, patent of invention or other such rights and privileges that may be useful to the company or otherwise dispose of same ;

To distribute any of the property of the company in specie amongst the shareholders ;

Any power granted in any of the aforesaid paragraphs shall in no wise be limited in respect of or deduction from any other paragraph ;

To pay out of the funds of the company for any costs and expenses in connection with the incorporation, organization and construction of the buildings necessary for the company, under the name of "The Victoria Stove Company Limited", with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Remi, county of Napierville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1788

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the seventeenth day of April, 1912, incorporating Messrs. Pierre Adolphe Masson, civil engineer, Rodolphe DeSerres, advocate, Joseph Laurent, accountant, Willie Quévillon, accountant, and Jules Desmarais, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and hold, improve, subdivide, build, utilize, manage, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immoveable and immoveables property ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, leasing of immoveables or for other transactions of a similar nature ;

To carry on operations as agents and brokers for any kind of insurance ;

To operate as an agency or company to act in the name of others who may confide money to it for the purposes of loan or investment ; to insure also the reimbursement of the capital and the payment of the interest or both, of any sums intrusted to the company for investment, and to protect the company against any loss on any security, obligation or advance made by the company ; to receive any kind of assets or securities transferred or conveyed to the said company or pledged or hypothecated in its favor or deposited with it ; to act as agents for any debenture, bond, hypothec or other security issued according to law for any municipal corporation or for any other corporation incorporated in the province of Québec or the Dominion of Canada ;

To collect and gather money, rents, promissory notes, accounts, hypothecs, coupons and other securities ;

To loan money to clients, holders of lots and other persons doing business with the company ;

To carry on under its corporate name loan and investment operations of all kinds excepting the banking business ;

To take and hold hypothecs on real estate or other kinds of securities on the guarantee of which it wishes to loan its capital ;

To hold in all respects regarding the loan and the investment of its capital and business the same powers and privileges as an individual may have ;

To have power to receive money or any sums of money from persons or corporations

tion qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements :

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles et immeubles que la compagnie peut ou pourra acquérir ; faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites ou autres effets négociables ;

Assumer et payer tout lien, hypothèque ou autre charge qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera ;

Acquérir et détenir toutes actions ou déventures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement, sous le nom de "Placement Immobilier Limitée" avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1697 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Esioff Léon Patenaude, Zéphirin Filion et Gustave Monette, avocats, de la cité de Montréal, Louis Joseph Boileau, notaire de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, et J. E. Emile Léonard, avocat, du village de Sainte Rose, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, loyer ou autrement, et posséder des propriétés immobilières ;

Construire des maisons, résidences et autres bâtisses sur telles propriétés immobilières ou sur une partie d'icelles ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger, disposer de telles propriétés immobilières ou d'aucune partie d'icelles de la manière que la compagnie jugera à propos ; améliorer telles propriétés et en disposer en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances en argent par prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Aider, avec l'approbation des actionnaires de la dite compagnie, par argent avancé ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, aqueducs, canaux d'égoûts ou autre travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessible et en augmenter la valeur ;

Prendre et recevoir des hypothèques et aucune garantie quelconque pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argent dûs à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs, pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, déventures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but que celui de cette compagnie et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie d'immeuble ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter des actions, déventures et garanties d'aucune autre compagnie avant un objet semblable à celle-ci, en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés ;

Acquérir et posséder toutes franchises, privilèges, entreprises, propriétés, droits, baux, contrats, immeubles, actions, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

desirous of loaning same on hypothec, and negotiate such loans and investments ; ;

To issue paid up shares of the company in payment for any moveable or immovable property that the company may or shall acquire ;

To make issue, give, accept, endorse, discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments ;

To assume and pay lien, any hypothec or other charge which may exist on immovables that the company shall purchase ;

To acquire and hold any stock or debentures in other companies and dispose thereof by alienation or otherwise, under the name of "Placement Immobilier Limitée", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1698 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirteenth day of April, 1912, incorporating Messrs. Esioff Léon Patenaude, Zéphirin Filion and Gustave Monette, advocates, of the city of Montreal, Louis Joseph Boileau, notary, of the town of Sainte Anne de Bellevue, and J. E. Emile Léonard, advocate, of the village of Sainte Rose, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and two own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value ;

To take and hold hypothecs, and any security whatsoever, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept shares, debentures and securities of any any other company with a similar object to that of this company, in payment or part payment thereof ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder et mettre en opération un pouvoir pour la production de l'électricité, de la lumière et la fourniture de l'eau sur les propriétés de la compagnie avec le droit de vendre ou autrement disposer de tout surplus de tel pouvoir dans le comté de Laval;

Construire, acquérir, posséder et mettre en opération des aqueducs nécessaires ou utiles aux affaires de la compagnie et faire généralement toutes choses nécessaires aux affaires de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir la propriété ou la jouissance de toutes propriétés et en payer le prix ou une partie d'icelui en actions acquittées de la dite compagnie;

Emprunter tous montants d'argent nécessaires pour les fins de la compagnie, par billets, hypothèques ou par débiteures, etc., sous le nom de "La Compagnie des Terrains de Laval Incorporée", avec un capital de deux cent quatre-vingt-quinze mille piastres (\$295,000.00), divisé en deux mille neuf cent cinquante (2,950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Rose, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1679

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. James A. McGowan, gérant de compagnies, Octave Bédard, agent d'immeubles, Odilon Godbout, maître barbier, Yvon Riendeau, commis, Etienne Cloutier, négociant, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles en toutes ses branches;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, échange, bail, louage ou de toute autre manière, et les posséder, cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir, avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre, hypothéquer et en disposer d'une manière générale;

Construire, ériger des constructions et les maintenir ou faire construire, ériger et maintenir sur les dits terrains et immeubles, construire, ériger, bâtir et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir sur les dits terrains, des égouts, rues et ruelles, chemins, ponts et tous autres moyens de communication, des maisons, moulins, usines, manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageuses et les louer, échanger, vendre et disposer;

Faire des avances d'argent par voie de prêt aux acquéreurs, possesseurs, locataires ou occupants d'aucune des propriétés de la dite compagnie aux fins d'aider et encourager l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations sur les propriétés de la dite compagnie ou autre;

Prendre et tenir en garantie du remboursement de tout prêt fait par la dite compagnie, ou toute créance de la dite compagnie, et pour le paiement du prix en considération d'aucun contrat fait par ou avec la dite compagnie des hypothèques ou autres garanties quelconques;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter, les parts, actions, débiteures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie;

Emettre et accorder toute part ou action ac-

To acquire by purchase, lease or otherwise, and own and operate power for the production of electricity, light and the supply of water on the property of the company, with the right to sell or otherwise dispose of any surplus of such power within the county of Laval;

To construct, acquire, hold and operate waterworks necessary or useful to the business of the company and generally do anything necessary for the business of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire the ownership or enjoyment of any property, and pay for same or a part of same with paid up stock of the company;

To borrow any sums of money necessary for the purposes of the company, by notes, hypothecs or debentures, etc., under the name of "La Compagnie des Terrains de Laval Incorporée", with a capital of two hundred and ninety five thousand dollars (\$295,000.00), divided into two thousand nine hundred and fifty (2,950) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Rose, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1680

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs. James A. McGowan, company manager, Octave Bédard, real estate agent, Odilon Godbout, master barber, Yvon Riendeau, clerk, Etienne Cloutier, trader of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches;

To carry on the business of real estate brokers in all its branches;

To acquire immovables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner;

To construct, erect buildings and maintain or have same constructed, built and maintained on the said lands and immovables, to construct, erect, build and maintain or have constructed, erected, built and maintained on the said lands, drains, streets, lanes, roads, bridges and any other means of communication, houses, mills, shops, factories and any other works improvements or buildings that may be necessary or advantageous, and lease, exchange, sell and dispose of same.

To make advances of money by way of loans to purchasers, holders, lessees or occupants of any of the property of the said company, for the purposes of aiding and encouraging the erection of buildings or any other improvements on the property of the said company, or other;

To take and hold as security for the repayment of any loan made by the said company or any claims of the said company, and for the payment of the price in consideration of any contract made by or with the said company, hypothecs or other securities whatsoever;

To purchase, acquire, hold, sell, assign and transfer the shares, stock, debentures, and any other securities of any company or corporation carrying on the same operations as this company or carrying on any business of a nature to aid the present company in any way;

To issue and grant any paid up shares in

quittée dans le capital-action de cette compagnie en paiement du prix d'aucune franchise, entreprise, propriété mobilière ou immobilière, débenture, garantie, créance, droits privilèges et hypothèques, lettres patentes, licence que cette compagnie pourra acquérir et dans lesquels elle pourra s'intéresser ou en paiement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Faire et exécuter et accomplir tous actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue sous le nom de "Canadian Realty Company" avec un capital de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1711 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un février 1912, par lesquelles la compagnie "Beaudin & Compagnie Incorporée", a été autorisée à changer son nom en celui de "Beaudin & Compagnie Incorporée Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,

1677 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Robert F. Cream, marchand, Raymond B. Lindsay, comptable, Frank Glass, agent d'assurance, Henry Willis, droguiste et William C. Bickell, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération l'entreprise et les affaires maintenant conduites par Robert F. Cream, de la cité de Québec, sous le nom de R. F. Cream & Company, y compris tout l'actif et obligations d'iceux, aux termes et conditions qui peuvent être convenus ;

Faire les affaires de marchands en général, faire le commerce de toutes sortes de marchandises ;

Faire les affaires de courtiers, marchands à commission et agents en général ;

Acheter, vendre et faire le commerce de stocks, obligations et en général toutes les formes de garanties publiques, municipales et commerciales ;

Faire les affaires d'agents et de courtiers d'assurance ;

Faire les affaires d'immeubles, acquérir, louer, posséder, mettre en opération, construire, améliorer, développer, vendre, échanger des immeubles et droits et intérêt en iceux, ou en disposer autrement ;

Hypothéquer, engager, grever tous les immeubles appartenant à la compagnie ;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et octroyer des hypothèques pour garantir tels prêts ;

Demander, acheter, louer ou acquérir autrement, et posséder, employer, mettre en opération, vendre, céder toutes marques de commerce, noms de commerce, projets, patentes, inventions, améliorations et procédés employés

the capital stock of the company in payment of the price of any franchise, undertaking, moveable or immoveable property, debenture, security, claim, rights, privileges and hypothecs, letters patent, licenses, that this company may acquire and in which it may be interested, or in payment of any debt or obligation it may contract ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a similar nature ;

To do, execute and accomplish any acts, contracts and things whatsoever which may result from the present powers and are proper for the purposes and the objects that the company has in view, under the name of "Canadian Realty Company", with a capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1712 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1912, by which "Beaudin & Compagnie, Incorporée" has been authorized to change its name to "Beaudin & Compagnie Incorporée, Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

1678 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1912, incorporating Messrs. Robert F. Cream, merchant, Raymond B. Lindsay, accountant, Frank Glass, insurance agent, Henry Willis, druggist, and William C. Bickell, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business now carried on by Robert F. Cream, at the city of Quebec, under the name of R. F. Cream & Company, including all assets and liabilities thereof, upon such terms and conditions as may be agreed upon ;

To carry on the business of general merchants, trading in all kinds of merchandise ;

To carry on the business of brokers, commission merchants and general agents ;

To buy, sell and deal in stocks, bonds and generally in all forms of public, municipal and commercial securities ;

To carry on the business of insurance agents and insurance brokers ;

To carry on a real estate business, acquire, lease, hold, operate, construct, improve, develop, sell, exchange or otherwise dispose of immoveable property and rights and interest therein ;

To mortgage, pledge, and otherwise charge all real property belonging to the company ;

To borrow money on the credit of the company, and to grant mortgages and hypothecs to secure such loans ;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, operate, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trade marks, trade names, designs, patents, inventions, improvements and processes used or

ou y ayant rapport, ou garantis par lettres patentes, marque de commerce, projets ou licences de la Puissance du Canada ou pays étrangers, sous le nom de "R. F. Cream & Company Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le principal bureau de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1912.

Les avis dans la "Gazette Officielle", du six et treize avril 1912, sont nuls.

C. J. SIMARD,

1373 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. J. M. A. Valois, médecin, Dame Ada Champoux, capitaliste, J. Z. Malo, médecin, F. Paul, manufacturier, et J. A. Champoux, agent, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'immeubles, louer, acheter et transiger sur les immeubles transiger et négocier avec toute autre personne faisant le même genre d'affaires, et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce d'immeubles ;

Vendre, louer, transporter, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux et en disposer, et développer améliorer, et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, cautions et autres instruments négociables et transférables, et prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Émettre et assigner comme stock acquitté de la compagnie, en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrat, immeuble, stock, stock minier, obligations et débetures ou autre propriété ou droits qu'elle peut légalement acquérir, sous le nom de "Canada Land Realty Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de l'Épiphanie, comté de l'Assomption.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1701 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq avril 1912, à la Compagnie Etienne Dussault, par lesquelles elle a été autorisée à changer son nom en celui de "La Compagnie Générale d'Entreprises Publiques".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1753.2 Secrétaire de la province.

connected with, or secured by letters patent, trade marks, designs or licenses of the Dominion of Canada, or of foreign countries, under the name of "R.F. Cream & Company Limited" with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1912.

The notices in the "Official Gazette" of the sixth and thirteenth of April, 1912, are void.

C. J. SIMARD,

1374 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1912, incorporating Messrs. J. M. A. Valois, physician, Dame Ada Champoux, capitalist, J. Z. Malo, physician, F. Paul, manufacturer, and J. A. Champoux, agent, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, lease, purchase and deal in the said immovables, trade and negotiate with any other person carrying on the same kind of business, and generally carry on any operations necessary in the real estate business ;

To sell, lease, transfer, exchange or otherwise deal in the said immovables or any part thereof, and develop, improve, dispose of and lay out any such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To sell any part of the immovables or other property belonging to the company for such considerations and on the terms and conditions that the company may deem advisable or otherwise dispose of same, and accept the cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of another company in payment or part payment of same ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds and other negotiable and transferable instruments, and loan money to clients and others doing business with the company ;

To issue and assign as paid up stock of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, rights, powers, privileges, lease, license, contract, immovable, stock, mining stock, bonds and debentures or other property or rights it may lawfully acquire, under the name of "Canada Land Realty Limited", with a capital of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at L'Épiphanie, county of L'Assomption.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1702 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth of April, 1912, to the "Compagnie Etienne Dussault", by which it has been authorized to change its name to "La Compagnie Générale d'Entreprises Publiques".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1754 Deputy Provincial Secretary.

Québec, 2 avril 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph-Eugène-Edgar Laliberté, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Warwick, comté d'Arthabaska, district d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Edouard-Hippolyte Laliberté, en vertu des dispositions du code du notariat.

1421

No 871-12.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 20 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Hatley, comté de Stanstead, tout le territoire assigné au village de Hatley par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 10 février 1912, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Village de Hatley, dans le même comté. 1665

No 499-07.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 19th avril, 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, les biens-fonds compris dans les rangs 1 jusqu'à 6 (six), inclusivement, du canton Dolbeau; tous les biens-fonds compris dans les rangs 4, 5, 6, 7, 8, et 9, inclusivement, du canton Dalmas, à partir de la rivière Petite-Péribonka jusqu'à la ligne centrale entre les Nos 36 et 37, du sudit canton Dalmas, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Amédée", dans le même comté. 1667

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 23 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Péribonka, comté de Lac Saint-Jean, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Taillon, les Nos 86 à 98, inclusivement, et de les annexer à celle de Pointe-à-la-Savane, dans le même comté. 1715.2

No 1780-06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 25 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591, des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Wendover & Simpson, comté de Drummond, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Simpson, les Nos 20 à 26 inclusivement, du 2ième rang; les lots Nos 20 à 25 inclusivement, du 3ième rang; les lots Nos 13 à 28 inclusivement, des 4ième, 5ième, 6ième et 7ième rangs;

2° De la municipalité scolaire de Kingsey, même comté, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Kingsey, le No 22 du 3ième rang; les lots Nos 22 à 27 inclusivement du 4ième rang; les lots Nos 22 à 28 inclusivement, des 5ième, 6ième, 7ième, 8ième et 9ième rangs;

3° De la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, comté d'Arthabaska, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Simpson, les Nos 13 à 24 A

Quebec, 2nd April, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph-Eugène-Edgar Laliberté, Esquire, notary public residing and practising at Warwick, county of Arthabaska, district of Arthabaska, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Edouard Hippolyte Laliberté, in accordance with the provisions of the Notarial Code.

1422

No. 871-12.

Department of Public Instruction.

Quebec, 20th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Hatley, county of Stanstead, the whole of the territory assigned to the village of Hatley by proclamation published in the "Official Gazette" of the 10th February, 1912, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of Village of Hatley, in the same county. 1666

No. 499-07

Department of Public Instruction.

Quebec, 19th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Péribonka, county of Lake Saint-John, the lots comprised in the ranges 1 up to 6 inclusively, of the township Dolbeau, the whole of the lots comprised in the ranges 4, 5, 6, 7, 8 and 9 inclusively, of the township Dalmas, from the Little Péribonka river to the central line between the Nos. 36 and 37 of the aforesaid township Dalmas, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality under the name of "Saint Amédée", in the same county. 1668

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 23rd April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Péribonka, county of Lake Saint John, the lots bearing on the official cadastre of the township Taillon, the Nos. 86 to 98 inclusively, and to annex same to that of Pointe-à-la-Savane, in the same county. 1716

No. 1780.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 25th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach :

1. From the school municipality of Wendover & Simpson, county of Drummond, the lots bearing on the official cadastre of the township Simpson, the Nos. 20 to 26 inclusively of the 2nd range, the lots Nos. 20 to 25 inclusively of the 3rd range, the lots Nos. 13 to 28 inclusively of the 4th, 5th, 8th and 7th ranges;

2. From the school municipality of Kingsey, same county, the lots bearing on the official cadastre of the township Kingsey, the No. 22 of the 3rd range, the lots Nos. 22 to 27 inclusively of the 4th range, the lots Nos. 22 to 28 inclusively of the 5th, 6th, 7th, 8th and 9th ranges;

3. From the school municipality of Sainte-Clotilde, county of Arthabaska, the lots bearing on the official cadastre of the township Simpson, the

inclusivement, du 8^{ème} rang ; des lots Nos 20 à 22 inclusivement du 9^{ème} rang et d'ériger tout ce territoire, qui forme la paroisse canonique de Saint-Lucien, en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Lucien", comté de Drummond.

1757.2

No. 1109-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Changement de nom d'une municipalité scolaire.

Québec 25 avril 1912.

Avis est par le présent donné que la commission scolaire de Wright et Northfield, comté d'Ottawa, a demandé, par résolution du 13 avril courant (1912), de changer le nom de la municipalité scolaire de "Wright & Northfield", en celui de "Wright".

1761.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, aigne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

Nos. 13 to 24 A inclusively of the 8th range, the lots Nos. 20 to 22 inclusive of the 9th range, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "Saint Lucien", county of Drummond.

1758

No 1109-12

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Change of name of a school municipality

Quebec, 25th April, 1912.

Notice is hereby given that the school commission of Wright and Northfield, county of Ottawa, has prayed, by resolution of the 13th April instant, (1912), to change the name of the school municipality of "Wright & Northfield", to that of "Wright".

1762

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills*

53.—All application for private bills properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. —Before any petition praying for, or bringing in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

919

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

920

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or action which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doivent y être annexées.

52. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquelles ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

52. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board

ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

921

Greffier de l'Assemblée Législative.

or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

922

Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }

AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après publication de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour et au nom de Thomas Carson, John McGregor, Robert McKell, Robert Kerr, Robert Roy, William Orr and John Ritchie, tous cultivateurs, de la paroisse du Très Saint-Sacrement de Howick, district de Beauharnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés de-

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }

NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the publication of this notice, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in Council for and in the name of Thomas Carson, John McGregor, Robert McKell, Robert Kerr, Robert Roy, William Orr and John Ritchie, all farmers, of the parish of Très Saint-Sacrement de Howick, district of Beauharnois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître J.

vant Maître J. E. Derôme, N. P., le 30 mai 1911, en fidéicommiss comme syndic de l'Association du Cimetière de Riverfield, dans la paroisse du Très-Saint-Sacrement, de certains lopins de terre décrits dans les dits actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUE,

Procureurs des requérants.

Saint-Sacrement de Howick, 1er mai 1912.

1831

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }
AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après la publication de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil par et au nom de William Ogilvie, cultivateur, Mathew Knox, cultivateur, Robert Ness, cultivateur, James T. Elliott, cultivateur, David H. Hay, secrétaire-trésorier de la municipalité du Très Saint Sacrement, William Anderson, cultivateur, tous de la paroisse du Très Saint Sacrement, dans le district de Beauharnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés devant Maître Louis Sareault, N. P., et autres, le 25e jour de février 1830, en fidéicommiss comme syndics de l'Association du Cimetière de North Georgetown, dans la paroisse du Très Saint-Sacrement, district de Beauharnois, province de Québec de certains lopins de terre décrits dans les dits actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUE,

Procureurs des requérants.

Saint-Sacrement de Howick, 1er mai 1912. 1829

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
No 1304

Dame Cécilia Fréchette, du canton Fabre, dans le district de Pontiac, épouse commune en biens d'Alcide Gagné, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Gagné, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 mars 1912.

ANDRÉ CHERRIER,

Avocat de la demanderesse.

Bryson, 19 mars 1912. 1777

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
No 1305.

Dame Elizabeth Perreault, du canton Fabre, dans le district de Pontiac, épouse commune en biens de Jérôme Lacasse, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jérôme Lacasse, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 mars 1912.

ANDRÉ CHERRIER,

Avocat de la demanderesse.

Bryson, 19 mars 1912. 1775

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 126.

Dame Adélie Vaillancourt, de la ville de Thetford Mines, district d'Arthabaska, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Daigle, entrepreneur menuisier, du même lieu.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 17 avril 1912. 1643.3

E. Derôme, N. P., on the 30th May, 1911, in trust as trustees of the Cemetery Association of Riverfield, in the parish of Très Saint Sacrement, of certain parcels of land described in the said deeds, to be held and employed as a Cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUE.

Attorneys for petitioner.

Saint-Sacrement de Howick, 1st May, 1912

1832

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }
NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the publication of this notice, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in council, by and in the name of William Ogilvie, farmer, Mathew Knox, farmer, Robert Ness, farmer, James T. Elliott, farmer, David H. Hay, secretary treasurer of the municipality of Très Saint Sacrement, William Anderson, farmer, all of the parish of Très Saint Sacrement, in the district of Beauharnois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître Louis Sareault, N. P. and others, on the 25th day of February, 1830, in trust as trustees of the Cemetery Association of North Georgetown, in the parish of Très Saint Sacrement, district of Beauharnois, province of Quebec, of certain parcels of land described in the said deeds to be held and employed as a cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUE,

Attorneys for petitioners.

Saint Sacrement de Howick, 1st May, 1912. 1830

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court*
No. 1304.

Dame Cécilia Fréchette, of the township of Fabre, in the district of Pontiac, wife common as to property of Alcide Gagné, farmer, duly authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs

The said Alcide Gagné, farmer, of the said place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 19th March, 1912.

ANDRÉ THERRIEN,

Attorney for plaintiff.

Bryson, 19th March, 1912. 1778

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*
No. 1305

Dame Elizabeth Perreault, of the township of Fabre, in the district of Pontiac, wife common as to property of Jérôme Lacasse, farmer, duly authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs

The said Jérôme Lacasse, farmer, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 19th March, 1912

ANDRÉ CHERRIER,

Attorney for plaintiff.

Bryson, 19th March 1912. 1776

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 126.

Dame Adélie Vaillancourt, of the town of Thetford Mines, district of Arthabaska, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Daigle, jobber and carpenter, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 17th April, 1912. 1644

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1563.

Dame Marie Pelletier, de Montréal, épouse de Cléophas Falardeau, briquetier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Cléophas Falardeau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier jour de mars 1912.

A. O. RONDEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 15 avril 1912. 1803

Province de Québec.—Cour Supérieure.—District de Saint-François, No 14. Dame Emma Luvia Paige, épouse de Ervin Albert Brazel, du canton d'Eaton, dit district, cultivateur, autorisée à ester en justice, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari. Sherbrooke, 18 avril 1912. J. NICOL, procureur de la demanderesse. 1817

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 822.

Petronille Maheux, épouse commune en biens de Joseph Darveau, boucher, de la cité et district de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

Le dit Joseph Darveau, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er mai 1912.

GUAY & FREMONT,
1815 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 308.

Dame Lubov Tager, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Matoff, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Abraham Matoff, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été dûment instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 16e jour d'avril 1912.

MARGOLESE, WHELAN & TUTT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 avril 1912. 1873

Province de Québec.—District de Rimouski.—Cour Supérieure.—No 4544. Dame Elise Fournier, épouse commune en biens de Louis Paquet, de St-Donat, ci-devant marchand, dûment autorisée à ester en justice, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

ASSELIN & ASSELIN,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 1er mai 1912. 1871

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3499.

Dame Alice Lévesque, épouse commune en biens de Hector Dubuque, agent, tous deux de la cité et du district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs le dit Hector Dubuque, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le dix-huitième jour d'avril 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 avril 1912. 1719.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1563.

Dame Marie Pelletier, of Montreal, wife of Cléophas Falardeau, brickmaker, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Cléophas Falardeau, Defendant.
A suit for separation as to property has been instituted in this cause, on the first day of March, 1912.

A. O. RONDEAU,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 15th April, 1912. 1804

Province of Quebec.—Superior Court.—District of Saint Francis, No. 14. Dame Emma Luvia Paige, wife of Ervin Albert Brazel, of the township of Eaton, said district, farmer, authorized to "ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband. Sherbrooke, 18th April, 1912. J. NICOL, attorney for plaintiff. 1818

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 822.

Petronille Maheux, wife common as to property of Joseph Darveau, butcher, of the city and district of Quebec, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Joseph Darveau, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 1st day of May, 1912.

GUAY & FREMONT,
1826 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 308.

Dame Lubov Tager, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Matoff, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

Abraham Matoff, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property, has been duly instituted by plaintiff against defendant, on the 16th day of April, 1912.

MARGOLESE, WHELAN & TUTT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th April, 1912. 1874

Province of Quebec.—District of Rimouski.—Superior Court.—No 4544.—Dame Elise Fournier, wife common as to property of Louis Paquet, heretofore merchant, of the parish of St. Donat, duly authorized "à ester en justice" has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

ASSELIN & ASSELIN,
Attorneys for Plaintiff.
Rimouski, 1st May, 1912 1872

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3499.

Dame Alice Lévesque, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hector Dubuque, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Hector Dubuque, agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighteenth of April, 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd April, 1912. 1720

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 11.

Dame Clara Mathieu, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Hector Bernier, boulanger, de la dite cité, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Bernier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour d'avril 1912.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la demanderesse.

1673.2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
No 103.

Dame Marie Pelletier, de Victoriaville, district d'Arthabaska, épouse de Amable Fortin, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Amable Fortin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, le 26e jour de mars 1912.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 26 mars 1912. 1453-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2156.

Dame Germaine Lahaye, épouse commune en biens de Louis Van Boeckel, entrepreneur, tous deux de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Louis Van Boeckel, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le dixième jour d'avril mil neuf cent douze.

PELLISSIER, WILSON
& ST. PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 10 avril 1912. 1525-4

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No. 6188.

Dame Marie Champoux, épouse commune en biens de Maxime Masse, ci-devant commerçant, de la ville et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Maxime Masse, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4 avril 1912.

J. A. PIETTE,
Avocat de la demanderesse.

1537-4

Province de Québec, District de Saint-François, No 1000.—Dame Loretta Beatrice Reed, épouse de Walter Truax, de la ville de Cookshire, dit district, entrepreneur, autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari. Sherbrooke, 11 avril 1912, Léonard & Juneau, procureurs de la demanderesse.

1565.3

Province de Québec.—District de Montréal.—*Cour Supérieure.*—No 1110.—Dame Anna Major, demanderesse ; vs Maurice Daoust, défendeur. La demanderesse a institué ce jour une action en séparation de biens d'avec le défendeur.—Montréal, 22 avril 1912, J. O. Lacroix, avocat de la demanderesse. 1765.2

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 11.

Dame Clara Mathieu, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Hector Bernier, baker, of the said city, and duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Hector Bernier, Defendant.
An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this cause, on the seventeenth day of March, 1912

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for plaintiff.

1674

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 103.

Dame Marie Pelletier, of the town of Victoriaville, district of Arthabaska, wife of Amable Fortin, laborer, of the town of Victoriaville, duly authorized to sue in law,
Plaintiff ;

vs

The said Amable Fortin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 26th day of March, 1912.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 26th March, 1912. 1454

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2156.

Dame Germaine Lahaye, wife common as to property of Louis Van Boeckel, contractor, both of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, the said Germaine Lahaye being duly authorized to sue the defendant in this case, Plaintiff ; vs the said Louis Van Boeckel, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property was instituted in this cause against the defendant, on the tenth day of April, one thousand nine hundred and twelve.

PELLISSIER, WILSON
& ST. PIERRE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th April, 1912. 1526

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6188.

Dame Marie Champoux, wife common as to property of Maxime Masse, heretofore trader, of the town and district of Joliette, duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs

The said Maxime Masse, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th April 1912.

J. A. PIETTE,
Attorney for plaintiff.

1538

Province of Quebec, District of Saint Francis, No 1000.—Dame Loretta Beatrice Reed, wife of Walter Truax, of the town of Cookshire, said district, contractor, authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Sherbrooke, 11th April, 1912, Leonard & Juneau, attorneys for plaintiff. 1566

Province of Quebec.—District of Montreal.—*Superior Court*—No. 1110.—Dame Anna Major, plaintiff ; vs Maurice Daoust, defendant. The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.—Montreal, 22nd April, 1912, J. O. Lacroix, attorney for the plaintiff. 1766

C. S. No 236. Claudia Asselin a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Joseph Ephrem Jobin. Québec, 6 avril 1912. MORAUD & SAVARD. 1489.4

Saint-Hyacinthe, No 58, Cour Supérieure. — Dame Marie-Louise Alix, de Richelieu, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, J. Emile Tanguay, agent, du même lieu. Saint-Hyacinthe, 15 avril 1912. J. EMILE OSTIGUY, avocat de la demanderesse. 1671.2

Avis public est par le présent donné à toutes personnes possédant ou prétendant posséder des terres octroyées dans le canton de Hamilton, dans le district de Gaspé, sous le grand Sceau de la province, avant l'année 1820, que le soussigné Antonio Couillard, magistrat de district pour le district de Gaspé, a été nommé par arrêté ministériel en date du vingt-neuvième jour d'avril 1912, pour s'enquérir de la nature des dites réclamations et vérifier si la possession des réclamants a été continue, pacifique, sans interruption et publique.

Toutes personnes étant sous les susdites dispositions et désirant obtenir des lettres patentes en vertu des statuts 9, Ed. VII, ch. 68, doivent produire leurs réclamations entre les mains du soussigné, à New Carlisle, sous trois mois de la dernière publication du présent avis.

ANTONIO COUILLARD,
Magistrat de district.
Bonaventure.

New Carlisle, 22 avril 1912. 1687

Ventes par encan

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi des chemins de fer Canadiens, la Dominion Ex. Co. vendra par encan public, dans la cité de Montreal, dans la province de Québec, jeudi, le 13 juin 1912, tous les effets non réclamés qui sont en mains depuis avant le 1er juin 1911, aux bureaux dans les divisions Est et Atlantique.

Voir les listes imprimées pour plus d'informations.

1845 W. S. STOUT,
Président et gérant général.

Le 9e jour de mai 1912, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er avril 1911, dans leurs divisions respectives.

1285.6 P. A. PATERSON,
Surintendant.

Avis de Faillites

District de Quebec.

Dans l'affaire de Casimir Simard, marchand de Chaussures, Québec, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour en date du 29 avril 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant nous, dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 29 avril 1912. 1801

S. C. No. 236. Claudia Asselin has, this day, instituted an action for separation as to property against Joseph Ephrem Jobin. Quebec, 6th April, 1912. MORAUD & SAVARD. 1490

Saint Hyacinth, No 58, Superior Court. — Dame Marie Louise Alix, of Richelieu, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, J. Emile Tanguay, agent, of the same place. Saint Hyacinth, 15th April, 1912. J. EMILE OSTIGUY, attorney for plaintiff. 1672

Public notice is hereby given to all persons holding, or claiming to hold, lands granted in the township of Hamilton, in the district of Gaspé, under the great Seal of the province, before the year 1820, that the undersigned Antonio Couillard, district magistrate for the district of Gaspé, has been appointed by an order in council bearing date of the twentieth day of April, 1912, to enquire into the nature of the said claims and to ascertain whether the possession of the claimants has been continuous, peaceable, uninterrupted and public.

All persons coming within the above provisions who desire to obtain letters patent under the statute 9 Ed. VII, ch. 68, must file their claims with the undersigned, at New Carlisle, within the three months following the last publication of the present notice.

ANTONIO COUILLARD,
District Magistrate.
Bonaventure.

New Carlisle, 22nd April, 1912. 1688

Auction Sales

Public notice is hereby given that, under the authority of the Canadian Railway Act, the Dominion Ex. Co. will sell at public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Thursday, 13th June, 1912, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1911, at offices in the Eastern and Atlantic divisions.

See printed lists for further particulars.

1846 W. S. STOUT,
President and general manager.

On 9th May, 1912, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st April, 1911, in their respective divisions.

1286 P. A. PATERSON,
Superintendent.

Bankrupt Notices

District of Quebec.

In the matter of Casimir Simard, boot and shoe merchant, Québec, Insolvent.
In accordance with an order of the court, dated the 29th April, 1912, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate, are requested to file them with us, within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.
Québec, 29th April, 1912. 1802

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 590.

Dans l'affaire de Jos. Darveau, commerçant, faisant affaire sous la raison sociale du "Magasin du Progrès", Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 29^{ème} jour d'avril 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints et M^{rs} Alp. Racine, de la maison A. Racine & Co., Montréal, Louis Drouin, gérant, Banque Nationale, Saint-Roch, Québec, et John F. Carroll, de la maison Hodgson Summer & Co., Ltd., de Montréal, inspecteurs aux biens de la dite faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable, sont requises de les produire dûment attestées sous serment sous trente jours de ce date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs conjoints.

Bureau : 98, rue Saint-Pierre.
Québec, 29 avril 1912. 1799

Province de Québec }
District de Trois-Rivières } *Cour Supérieure.*
No 50.

Dans l'affaire de Charles Edouard St. Onge, hôtelier, Louiseville, Failli.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, en date du 16 février 1912, un premier et dernier bordereau de dividende a été fait de nouveau et sera soumis à objection jusqu'au 14 mai 1912, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

S. DUGAL,
Curateur.

Bureau : 136, rue Notre-Dame.
Trois-Rivières, 29 avril 1912. 1805

District de Trois-Rivières.

Dans l'affaire de D. Tremblay & Co. La Tuque, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20 mai 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 1^{er} mai 1912. 1837

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire des biens de Richard Hemsley,
et
Hemsley Manufacturing Company.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 20^{ème} jour de mai, le ou après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 142, rue Notre-Dame, Ouest, Montréal.

JOHN W. ROSS,
Curateur
des biens de Hemsley.

142, rue Notre-Dame Ouest.
Montréal, 1^{er} mai 1912. 1839

District de Beauce.

Dans l'affaire de O. F. Boucher, St-Benjamin, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20 mai 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 1^{er} mai 1912. 1835

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 590.

In the matter of Joseph Darveau, cattle dealer, also doing business under the firm name of "Magasin du Progrès", Quebec. Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th April, 1912, we were appointed joint curators and Messrs. Alph. Racine, of A. Racine & Co., Montreal, Louis Drouin, manager, La Banque Nationale, Saint Roch, Quebec, and John T. Carroll, of Hodgson Summer & Co., Ltd, Montreal, inspectors to this estate.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same in our hands duly attested under oath within 30 days from this date.

LARUE & TRUDEL,
Joint curators.

Office : 93, Saint Peter street,
Quebec, 29th April, 1912. 1800

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 50.

In the matter of Charles Edouard St. Onge, hotel-keeper, Louiseville, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court of the district of Three Rivers, dated the 16th February, 1912, a first and final dividend sheet has been newly prepared, which will be open to objection until the 14th May, 1912, after which date the dividend will be payable at my office.

S. DUGAL,
Curator.

Office : 136, Notre Dame street.
Three Rivers, 29th April, 1912. 1806

District of Three Rivers.

In the matter of D. Tremblay & Co, La Tuque, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 20th May, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 1st May, 1912. 1838

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of estate Richard Hemsley,
and
Hemsley Manufacturing Company.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and is open to objection until the 20th day of May, on and after which date the dividend will be payable at my office, 142, Notre Dame street, West, Montreal.

JOHN W. ROSS,
Curator
Estate Hemsley.

142, Notre Dame street, West
Montreal, 1st May 1912. 1840

District of Beauce.

In the matter of O. F. Boucher, St Benjamin, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will open to objection until 20th May 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 1st May 1912. 1836

District of Chicoutimi.

Dans l'affaire de Roger Laroche, Chambord,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 19 avril 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 1er mai 1912. 1833

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Edouard Bourget, de Cape Cove.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations dûment attestées sous serment dans un délai de 30 jours.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 2 mai 1912. 1857

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5371.

Olivier Dupuis, marchand, de la cité de Sorel, dis-
trict de Richelieu, Demandeur ;

vs

Clet W. Carbonneau, entrepreneur, de la cité de
Sorel, district de Richelieu, Failli.

Avis est par les présentes donné que le dit Clet Wilbrod Carbonneau, a fait, le 26 avril courant, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sorel, district de Richelieu, et que par ordonnance de cette cour, en date du même jour, j'ai été nommé gardien.

OLIVIER DUPUIS,
Gardien provisoire.

Sorel, 27 avril 1912. 1863

Résolution

AVIS DE DISSOLUTION.

A une assemblée générale des actionnaires de la Coopérative de Publication des Laurentides, tenue à Nominigüe, le 3 avril dernier, une résolution a été adoptée à l'unanimité des actionnaires présents, à l'effet de dissoudre la dite compagnie et de procéder à la liquidation de ses affaires.

J. B. BOUSQUET,
Secrétaire de la dite compagnie.
Nominigüe, 10 avril 1912. 1813

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } ROBERT LEMIRE, du
No 509. } Canton de Wickham,
Demandeur vs ETIENNE CHAMPAGNE, Dé-
fendeur.

1° Le quart est du lot numéro trois, dans le troisième rang du canton de Bulstrode, contenant en-

District of Chicoutimi.

In the matter of Roger Laroche, Chambord,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 19th April, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 1st May, 1912. 1834

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Edouard Bourget, of Cape Cove.

Creditors of the said insolvent are requested to file their claims, duly sworn, within the delay of 30 days.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Quebec, 2nd May, 1912. 1858

Province of Québec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5371.

Olivier Dupuis, merchant, of the city of Sorel, dis-
trict of Richelieu, Plaintiff ;

vs

Clet W. Carbonneau, contractor, of the city of
Sorel, district of Richelieu, Insolvent.

Notice is hereby given that the said Clet Wilbrod Carbonneau, has, on the 26th April instant, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court, at Sorel, district of Richelieu, and that by order of the court dated the same day, I have been appointed guardian.

OLIVIER DUPUIS,
Provisional guardian.

Sorel, 27th April, 1912. 1864

Resolution

NOTICE OF DISSOLUTION.

At a general meeting of the shareholders of the "Cooperative de Publication des Laurentides", held at Nominigüe, on the 3rd April last, a unanimous resolution of the shareholders present was adopted, to dissolve the said company and proceed with the liquidation of its business.

J. B. BOUSQUET,
Secretary of the said company.
Nominigüe, 10th April, 1912. 1814

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } ROBERT LEMIRE, of
No. 509. } Wickham, Plaintiff ; vs
ETIENNE CHAMPAGNE, Defendant.

1. The east quarter of lot number three in the third range of the township of Bulstrode, contain-

viron cinquante acres de terre en superficie—avec une maison et autres bâties y érigées, connu comme étant le quart longitudinal du numéro cadastral officiel cent quatre-vingt-trois (183).

2° Les trois quarts du lot numéro vingt-quatre, du quatrième rang de Stanfold, étant le numéro vingt-quatre a (24 a), du cadastre officiel et la demi ouest du lot numéro vingt-quatre b (24 b), du dit cadastre de Stanfold—avec bâtisses, prenant des deux bouts aux cordons des rangs, d'un côté à Phil. Lacharité, et de l'autre côté à M. A. Poisson.

3° Le lot vingt-quatre (24), du cinquième rang du canton de Stanfold, cadastre officiel—avec bâtisses; borné d'un côté à André Champagne, et de l'autre côté à Phil. Lacharité—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du Saint-Rosaire, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 30 avril 1912. 1819
[Première publication, 4 mai 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux esprés tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: **HONORE GREGOIRE**,
No 465. Demandeur; contre **ONE-**
ZIME BUTEAU, Déendeur.

Le lot numéro vingt-un (21), du sixième rang de Shenley Sud, du cadastre pour la paroisse de Saint-Honoré de Shenley—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré de Shenley, le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. VITAL NADEAU,

Bureau du shérif, Député shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 9 avril 1912. 1513.2
[Première publication, 13 avril 1912.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, **THOS. HUNTER**, De-
District de Bedford. **H** mandeur; vs les terres
et tenements de **JOSEPH SMITH**, tant per-
sonnellement qu'en sa qualité d'exécuteur tes-
tamentaire de feu Dame Melvina Labrecque,
son épouse, et commune en biens, Défendeur.

1. Ce morceau de terre étant partie d'une lisière de terre située dans la neuvième concession de Noyan; borné au nord par la paroisse de Saint-Sébastien, au sud par le chemin de front, à l'est par le lot No 172, à l'ouest par le lot No 170, de forme irrégulière et maintenant connu comme lot numéro cent soixante et onze (171), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges

ning about fifty acres of land in superficies—with a dwelling house and other buildings thereon erected, known as being the longitudinal quarter of official cadastre number one hundred and eighty three (183).

2. The three quarters of lot number twenty four, in the fourth range of Stanfold, being number twenty four a (24 a), of official cadastre and the west half of lot number twenty four b (24 b), of said cadastre for Stanfold—with buildings, bounded at both ends to the range lines, on one side to Phil. Lacharité, and on the other side to M. A. Poisson.

3. Lot number twenty four (24), in the fifth range of the township of Stanfold, official cadastre—with buildings, bounded on one side to André Champagne, and on the other side to Phil. Lacharité, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Rosaire, on the FIFTH day of JUNE next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 30th April, 1912. 1820
[First published, 4th May, 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: **HONORE GREGOIRE**,
No. 465. Plaintiff; against **ONE-**
ZIME BUTEAU, Defendant.

Lot number twenty one (21) of the sixth range of South Shenley, on the cadastre for the parish of Saint-Honoré de Shenley—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Honoré de Shenley, on the FOURTEENTH day of MAY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. VITAL NADEAU,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 9th April, 1912. 1514
[First published, 13th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, **THOS. HUNTER**, Plain-
District of Bedford. **H** tiff; vs the lands and
tenements of **JOSEPH SMITH**, as well personally as in his quality of testamentary executor of the late Dame Melvina Labrecque, his wife, and common as to property, Defendant.

1. That certain piece of land being part of a Gore of land situated in the ninth concession of Noyan; bounded on the north by the parish of Saint-Sébastien, south by the front road-east by lot No. 172, west by lot No. 170, of irregular figure and now known as lot number one hundred and seventy-one (171), of the official plan and book of reference of the parish of Saint-George de Clarenceville,

de Clarenceville, contenant soixante et deux arpents et quatre-vingt-six perches en superficie, plus ou moins,—avec toutes les améliorations.

2. Ce morceau de terre étant partie du lot numéro six et lot numéro sept, dans la concession est de la seigneurie de Noyan; borné au nord par le lot 180, au sud par 182, à l'est par le canton de Stanbridge, et à l'ouest par le chemin de front, de forme irrégulière, maintenant connu comme lot numéro cent quatre-vingt-un (181), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges de Clarenceville, contenant soixante et cinq arpents et demi, plus ou moins,—avec toutes les améliorations.

Pour être vendus en bloc comme une esule terre, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Vêrone (à Pike River ainsi appelée), le QUINZIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 9 avril 1912. 1507
[Première publication, 13 avril 1912].

containing sixty two arpents and eighty six perches in superficies, more or less,—with all improvements thereon.

2. That certain piece of land being part of lot number six and lot number seven, in the east concession of the seignior of Noyan; bounded on the north by lot 180, south by 182, east by township of Stanbridge, and west by the front road, of irregular figure now known as lot number one hundred and eighty one (181), of the official plan and book of reference of the parish of Saint George de Clarenceville, containing sixty five arpents and a half, more or less,—with all improvements thereon.

To be sold "en bloc" as one farm of the church door of the parish of Saint Pierre de Vêrone, (at Pike river so called), on the FIFTEENTH day of MAY next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriffs' office, Shérif.
Sweetsburg, 9th April, 1912. 1508
[First published, 13th April, 1912].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir: } PITRE GAUDREAU;
No 4621. } vs JOSEPH TREMBLAY, de Saint-Henri de Taillon.

1° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Henri de Taillon, de 45 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, plus ou moins—avec fromagerie dessus construite, faisant partie du lot maintenant connu et désigné sous le numéro quinze F, du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Taillon; borné en front au chemin public, en arrière et à l'est au terrain de Marcel Harvey, et à l'ouest par le terrain de Joseph Tremblay.

2° La moitié ouest du lot maintenant connu et désigné sous le numéro quinze B (15 B), du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Taillon, de 50 acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, sauf à distraire les emplacements appartenant à la succession de feu David Jobin et Silvio Larouche, ces deux emplacements bornant au chemin de front.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 4 mars 1912. 1493.2
[Première publication, 13 avril 1912].

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit: } PITRE GAUDREAU; vs
No. 4621. } JOSEPH TREMBLAY, of Saint Henri de Taillon.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Henri de Taillon, of 45 feet in width by 150 feet in depth, more or less—with cheese factory thereon erected, forming part of the lot now known and designated under the number fifteen F. of the official cadastre for the second range of the township Taillon; bounded in front by the public road, in the rear and on the east by the land of Marcel Harvey, and on the west by the land of Joseph Tremblay.

2. The western half of the lot now known and designated under the number fifteen B (15 B), of the official cadastre for the second range of the township Taillon, of 50 acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, save and except the emplacements belonging to the estate of the late David Jobin and Silvio Larouche, the said two emplacements being bounded by the public road.

To be sold at the church door of the parish Saint Henri de Taillon, on the FOURTEENTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 4th March, 1912. 1494
[First published, 13th April, 1912].

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Rimouski.

Percé, à savoir: } LA COMPAGNIE DES JAR-
No 339. } DINS, corporation dûment
constituée suivant les lois de la province de Québec,

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Rimouski.

Percé, to wit: } THE DESJARDINS COMPANY,
No 339. } a corporation duly constituted
according to the laws of the province of Quebec,

ayant sa principale place d'affaires à Saint-André, district de Kamouraska, demanderesse; contre DAMASE LABRIE, de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, district de Gaspé.

Un lot de terre connu sous le numéro trois cent soixante-dix-neuf (379), située sur le premier rang du canton Tcurelle, dans la paroisse de Sainte-Anne des Monts, dans le comté de Gaspé, de un arpent et un quart de front, sur un arpent de profondeur, bornée au nord par le chemin du Roi, au sud par la montagne, à l'est par Louis LaBrie, et à l'ouest par Emile Vallé—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, le ONZIEME jour de JUIN prochain, 1912, à ONZE heures du matin.

JAS. T. TUZO.

Bureau du shérif, Shérif.
Percé, 29 avril, 1912. 1827
[Première publication, 4 mai 1912]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Kamouraska. { FIERDINAND THI-
No 4896. { BAULT. Deman-
deur; contre ALPHONSE BELANGER Défendeur.

Les lots de terre situés dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-André, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-André, sous les numéros trois cent soixante-deux (No 362) et trois cent soixante-quatorze (No 374)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église de Saint-André, le QUINZIEME jour de MAI 1912, à DIX heures du matin.

P. EUG. MARTIN.

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 10 avril 1912. 1535-2
[Première publication, 13 avril 1911].

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : { DAME MARIE CARO-
No 2224. { LINE LEVY épouse
majeure, commune en biens tant par contrat de mariage que par la loi, de Louis Trudeau, des cité et district de Montréal, médecin dentiste, et le dit Louis Trudeau, tant personnellement et comme chef de la communauté de biens que pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes en autant que besoin est, Demanderesse; contre Dame MRANCER DE ROSAY, du même lieu, veuve de J. E. C. Levy, en sa qualité d'héritière bénéficiaire du dit J. C. E. Levy, Défendresse, à-qualité.

Saisis comme appartenant à la dite défende-

having its principal place of business at Saint André, district of Kamouraska, Plaintiffs; against DAMASE LABRIE of the parish of Sainte-Anne des Monts, district of Gaspé

A lot of land known as lot number three hundred and seventy nine (No. 379), situate in the first range of the town-ship of Tourville, in the said parish of Sainte-Anne des Monts, in the county of Gaspé, on a frontage of one arpent and a quarter, by one arpent in depth; bounded towards the north by the King's Highway, towards the south by the mountain, towards the east by Louis LaBrie, and towards the west by Emile Vallé with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Sainte Anne des Monts, on the ELEVENTH day of JUNE next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. J. TUZO.

Sheriff's office, Shérif.
Percé, 29th April, 1912. 1828
[First published, 4th May, 1912.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

superior Court.

District of Kamouraska. { FIERDINAND THI-
No. 4896. { BAULT, Plaintiff;
against ALPHONSE BELANGER, Defendant.

The lots of land situate in the second range of the parish of Saint André known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint André, under the numbers three hundred and sixty two (No. 362) and three hundred and seventy four (No. 374)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Saint André, on the FIFTEENTH day of MAY, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN.

Sheriff's office, Shérif.
Fraserville, 10th April, 1912. 1536
[First published, 13th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME MARIE CAROLINE
No. 2224. { LEVY, wife of full age,
common as to property both marriage contract and by the act of Louis Trudeau, of the city and district of Montreal, dentist physician, and the said Louis Trudeau, both personally and as head of the community of property to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, in so far as necessary, is Plaintiff; against DAME MRANCER DE ROSAY, of the same place, widow of J. C. E. Levy, in her capacity of beneficiary heir of the said J. C. E. Levy, Defendant "à-qualité".

Seized as belonging to the said defendant

resse es-qualité, les immeubles suivants, savoir :

1. Une lisière de terre ayant quatre pieds de largeur à son extrémité joignant la rue Saint-Hubert et s'élargissant insensiblement pour atteindre à l'extrémité opposée, la largeur de quatre pieds et quatre pouces, sur une profondeur de soixante et quinze pieds et dix pouces, formant une superficie de trois cent seize pieds et vingt et un pouces carrés, la dite lisière étant l'extrémité nord-ouest du dit lot officiel numéro quatre cent quatre-vingt-onze (491) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal et limitée en front par la rue Saint-Hubert, en arrière par le lot officiel No 483, au sud-est par le surplus du dit lot No 491 et au nord-ouest par le lot officiel No 490 appartenant à M. H. T. Levy, avec les servitudes existantes, sans bâtisses et sujet à l'obligation de respecter la partie de la construction déjà vendue à M. T. H. Levy, située au-dessus de cette lisière ;

2. Un quart indivis d'un lot de terre ou emplacement situé dans la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jacques, de forme irrégulière, contenant cent vingt-sept pieds et quatre pouces de largeur par environ quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, le dit lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent deux des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, et étant borné comme suit : en front par la rue Wolfe, d'un côté au nord-ouest par le lot numéro trois cent un du dit plan officiel, de l'autre côté au sud-est par le numéro trois cent trois du dit plan, et en arrière partie par le lot numéro trois cent treize et partie par le lot numéro trois cent quatorze du même plan, avec bâtisses dessus érigées.

3. Un immeuble situé dans le quartier Ahuntsic, de la cité de Montréal ; borné en front par une rue étant la continuation de la rue Saint-Denis, connu et désigné comme étant la subdivision dix-sept du lot numéro deux cent quarante-cinq (245-17) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, appartenant à la succession de feu J. E. C. Levy—avec bâtisses dessus érigées.

4. Un emplacement situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante et sept des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent ; borné en front par la rue Saint-Urbain—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances et avec droit de passage par la porte qui se trouve sur le numéro trois cent soixante et huit des dits plan et livre de renvoi officiels, pour communiquer à la cour dépendant du dit immeuble.

5. Cinq lots de terre situés sur la rue Allard, dans le quartier Emdard, de la cité de Montréal, et étant les lots 3789, 3842, 3843, 3786 et 3787, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

6. Deux lots de terre situés sur la rue Beaulieu, dans le quartier Emdard, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots 3817, 3840 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

7. Six lots de terre situés sur la rue Hamilton, dans le quartier Emdard, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros 3783, 3784, 3791, 3814, 3618, 3619 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1912.

[Première publication, 4 mai 1912.]

Shérif.

1849

"es-qualité", the following immoveables, to wit :

A strip of land four feet wide at its extremity joining Saint Hubert street and widening gradually to attain at the opposite extremity the width of four feet and four inches by a depth of seventy five feet and ten inches, forming a superficies of three hundred and sixteen feet and twenty one inches square ; the said strip being the north-west extremity of the said official lot number four hundred and ninety one (491) on the official plan and book of reference of Saint James ward in the city of Montreal, and bounded in front by Saint Hubert street, in the rear by official lot No. 483, on the south east by the surplus of the said lot No. 491, and on the north west by official lot No. 490 belonging to Mr. H. T. Levy—with the existing servitudes, without buildings and subject to the obligation of respecting the part of the building already sold to Mr. H. T. Levy situate above the said strip.

2. The undivided quarter of a lot of land or emplacement situate in the city of Montreal, in Saint James ward, of irregular outline, containing one hundred and twenty seven feet and four inches in width by about eighty four feet in depth, all English measure and more or less, without warranty of exact measurement ; the said lot of land being known and designated under the number three hundred and two on the official plan and book of reference of the said Saint James ward, and bounded as follows : in front by Wolfe street, on one side to the north-west by lot number three hundred and one of the said official plan, on the other side to the south west by lot number three hundred and three of the said plan, and in the rear partly by lot number three hundred and thirteen and partly by lot number three hundred and fourteen of the same plan—with buildings thereon erected.

3. An immovable situate in Ahuntsic ward of the city of Montreal, bounded in front by a street being the continuation of Saint Denis street, and known and designated as being subdivision seventeen of lot number two hundred and forty five (245-17) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, belonging to the estate of the late J. E. C. Levy—with buildings thereon erected.

4. An emplacement situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and sixty seven, on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward ; bounded in front by Saint Urbain street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with right of passage by the door which is on number 368, of the said official plan and book of reference, to communicate with the yard in connection with the said immovable.

5. Five lots of land situate on Allard street, in Emdard ward of the city of Montreal, and being the lots 3789, 3842, 3843, 3786 and 3787 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

6. Two lots of land situate on Beaulieu street, in Emdard ward of the city of Montreal, known and designated as being the lots 3817, 3840 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

7. Six lots of land situate on Hamilton street, in Emdard ward of the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers 3783, 3784, 3791, 3814, 3618, 3619 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montréal, 30th April, 1912.

[First published, 4th May, 1912.]

Sheriff.

1850

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir : **WILLIAM P. McFEAT**,
No. 3323. **W** soliciteur de patent s.,
de la ville de Saint-Lambert, district de Mon-
tréal, Demandeur ; contre **DAME FANNIE**
CECELIA McFEAT, de la cité de Westmount,
dit district, veuve de feu Frederick William
Hudson, Défendeur.

1. Un morceau de terre faisant front sur l'Avenue Thornhill, dans la cité de Westmount, étant partie des lots Nos 20 et 21 de la subdivision du lot No 282, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant 50 pieds de largeur et borné en front au sud-est par la dite Avenue Thornhill, en arrière au nord-ouest par la subdivision 25 du dit lot officiel, du côté sud-ouest par une partie de la subdivision No 13 de la dite subdivision et du côté nord-est par les parties restantes des dits lots 20 et 21 de la dite subdivision—avec la maison sus-érigée, portant le numéro civique No 4 de l'Avenue Thornhill, le tout avec tous ses droits, circonstances et dépendances.

2. Un morceau de terre faisant front sur la dite Avenue Thornhill, mesurant 50 pieds de largeur et étant parties des lots Nos. 20 et 21, de la subdivision du lot No 282, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal ; borné en front au sud-est par la dite Avenue Thornhill, en arrière au nord-ouest par la subdivision 24 du dit lot officiel, du côté sud-ouest par les parties sud-ouest des dits lots 20 et 21, les dites parties mesurant 50 pieds de largeur et du côté nord-est par le résidu des dits lots de subdivision Nos 20 et 21—avec la maison sus-érigée, étant le numéro civique No 3 de la dite Avenue Thornhill, le tout avec tous les droits, circonstances et appartenances y ayant rapport.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1912.

[Première publication, 4 mai 1912.]

Shérif.

1853

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **WILLIAM VIPOND**,
No. 4204. **W** des cité et district de
Montréal, marchand de bois et de charbon,
Demandeur ; contre les terres et tenements de
HAROLD JOHN MULLAN, de Hudson Heights,
dans le comté de Vaudreuil, dans le district de
Montréal, en sa qualité de tuteur nommé à
Harold Dunbar Mullan, de Hudson Heights,
susdit, mineur, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Como, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent soixante (160) sur le cadastre officiel du dit village, mesurant soixante et dix-huit pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur qui peut être trouvée entre le chemin public et la rivière Ottawa, plus ou moins, borné en front par le dit chemin public, en arrière par la rivière Ottawa, d'un côté par partie du lot numéro cent cinquante-neuf et de l'autre côté par partie du dit lot cent soixante, appartenant à M. James Park ou ses successeurs—avec les bâtisses sus-érigées, à distraire du dit emplacement la partie d'icelui occupée par la compagnie du chemin de fer Vaudreuil & Prescott.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 30 avril 1912.

[Première publication, 4 mai 1912.]

Shérif.

1843

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : **WILLIAM P. McFEAT**,
No. 3323. **W** patent solicitor, of the
town of Saint Lambert, district of Montreal,
Plaintiff ; against **DAME FANNIE CECELIA**
McFEAT, of the city of Westmount, said dis-
trict, widow of the late Frederick William
Hudson, Defendant.

1. A plot of land fronting on Thornhill avenue, in the city of Westmount, being part of lots Nos. 20 and 21 of the subdivision of lot No. 282 on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing 50 feet in width and bounded in front to the south east by said Thornhill avenue, in rear to the north west by subdivision 25 of said official lot, on the south west side by a portion of subdivision No. 13 of said subdivision and on the north east side by the remaining portions of said lots 20 and 21 of the said subdivision—with the house thereon erected, bearing civic No. 4 of Thornhill avenue, the whole with all its rights, members and appurtenances.

2. A plot of land fronting on the said Thornhill avenue, measuring 50 feet in width and being parts of lots Nos. 20 and 21 of the subdivision of lot No. 282, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, bounded in front to the south east by said Thornhill avenue, in rear to the north west by subdivision 24 of said official lot, on the south west side by the south west parts of said lots 20 and 21, said portions measuring 50 feet in width, and on the north east side by the remainder of said subdivision lots Nos. 20 and 21—with the house thereon erected, being civic No. 3 of said Thornhill avenue, the whole with all the rights, members and appurtenances relation thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 30th April, 1912.

[First published, 4th May, 1912.]

Sheriff.

1854

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **WILLIAM VIPOND**, of
No. 4204. **W** the city and district of
Montreal, wood and coal merchant, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **HAROLD**
JOHN MULLAN, of Hudson Heights, in the
county of Vaudreuil, in the district of Mon-
real, in his quality of tutor nominated and
appointed to Harold Dunbar Mullan, of Hud-
son Heights aforesaid, a minor, Defendant.

An emplacement situate in the village of Como, forming part of the lot known and designated as number one hundred and sixty (160) on the official cadastre of the said village, measuring seventy eight feet english measure in width, by the depth that may be found between the Highway and the Ottawa River, more or less ; bounded in front by the said Highway, in rear by the Ottawa River, on one side by part of lot number one hundred and fifty nine and on the other side by part of said lot number one hundred and sixty, owned by Mr. James Park or his successors—with the building thereon erected, to be distracted from the said emplacement the part thereof occupied by the Vaudreuil & Prescott Railway Co.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 30th April, 1912.

[First published, 4th May, 1912.]

Sheriff.

1844

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir : } **THE SYNOD OF THE**
No 3544. } **DIOCESE OF**
MONTREAL, corps dument incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de **HUGH HENRY**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé dans le Parc Belmont, dans la cité de Montréal, étant la partie nord-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro onze cent quatorze (partie N.-E. de 1114), laquelle dite partie nord-est du dit lot contenant quarante pieds de largeur sur toute la profondeur du dit lot, à savoir : cent soixante pieds six pouces, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée en front au sud-est par la rue Belmont, telle que projetée et maintenant employée comme une rue privée, en arrière par une ruelle, sur le côté nord-est par le lot onze cent treize (1113), des dits plan et livre de renvoi officiels, et du côté sud-ouest par le résidu du dit lot officiel No 1114, appartenant à Veronica Annie May Ritchie, épouse de John Baxter Wood ou représentants—avec une maison en brique et pierre et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 29 avril 1912. 1851
[Première publication, 4 mai 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **PHILEMON COUSI-**
No 1980. } **NEAU**, ÉCUER, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, Demandeur ; contre **EMILE THEBERGE**, autrefois de la cité et du district de Montréal, et maintenant des États Unis d'Amérique, Défendeur.

Tous les droits réels et immobiliers que le dit défendeur a ou peut avoir dans un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Laurent ; borné en front par l'avenue Decelles, étant la subdivision numéro cent soixante et un du lot primitif numéro quatre cent cinquante quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 10 avril 1912. 1545.2
[Première publication, 13 avril 1912.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le present donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **THE WM GRAY SONS,**
No. 2. } **LIMITED.** Demandeur ; vs **DAMIEN LACOSTE**, Défendeur.

Lot numéro six A. (6 A), dans le sixième rang du canton de Ripon, dans le canton de Labelle, et district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porté de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Casimir de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE SYNOD OF THE**
No. 3544. } **DIOCESE OF**
MONTREAL, a body corporate duly incorporated and having its office and place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HUGH HENRY**, of the city and district of Montreal, Defendant.

An emplacement situate in the Belmont Park, in the city of Montreal, being the north east portion of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, by the number eleven hundred and fourteen (N. E. portion of 1114), which said north east portion of the said lot contains forty feet in width by the whole depth of said lot to wit : one hundred and sixty feet, six inches, english measure, more or less, and is bounded in front to the south east by Belmont street, as contemplated and now used as a private street, in rear by a lane, on the north east side by lot eleven hundred and thirteen (1113), of the said official plan and book of reference, and on the south west side by the residue of said official lot No. 1114, belonging to Veronica Annie May Ritchie, wife of John Baxter Wood or representatives—with a brick and stone house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 29th April, 1912. 1852
[First published, 4th May, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **PHILEMON COUSINEAU,**
No. 1980. } **ESQUIRE**, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff ; against **EMILE THEBERGE**, formerly of the city and district of Montreal, and presently of the United States of America, Defendant.

All the real and immoveable rights that the said defendant has or may have in a lot of land situate in the parish of Saint Laurent ; bounded in front by Decelles avenue, being subdivision number one hundred and sixty one of primitive lot number four hundred and fifty four, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 10th April, 1912. 1546
[First published, 13th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **THE WM GRAY SONS,**
No. 2. } **LIMITED.** Plaintiff ; vs **DAMIEN LACOSTE**, Defendant.

Lot number six A. (6 A) in the sixth range of the township of Ripon, in the county of Labelle and district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Casimir de Ripon, on the

Ripon, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, à MIDI.

C. M. WRIGHT, Shérif.
Bureau du shérif. Shérif.
Hull, 1er mai 1912. 1841
[Première publication, 4 mai 1912.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure.—Bryson.

Province de Québec, } GEORGE SUMMER-
District de Pontiac. } VILLE, Demandeur ;
No 1311. } vs WILLIAM DOOLEY,
Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Thorne, comme lot numéro sept, dans le rang ouest du dit canton de Thorne—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le CINQUIÈME jour de JUIN 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du shérif. Shérif.
Bryson, 27 avril 1912. 1793
[Première publication, 4 mai 1912.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH LEFRANCOIS ;
No 2158. } contre JOSEPH ALAIN.
à savoir :

Le lot No 1787 (mil sept cent quatre-vingt-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Châteauguay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sujet à une rente foncière annuelle de \$18.00, payable le 29 juin de chaque année, aux Révdes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du Shérif. Shérif.
Québec, 2 mai 1912. 1847
[Première publication, 4 mai 1912.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } CYRILLE BERNIER, PÈRE,
No 3361. } Demandeur ; vs JOSEPH
DANIS, Défendeur.

FOURTH DAY of JUNE next, at TWELVE o'clock NOON.

C. M. WRIGHT, Sheriff.
Sheriff's office. Sheriff.
Hull, 1st May 1912. 1842
[First published, 4th May 1912.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

In the Superior Court.—Bryson

Province of Quebec, } GEORGE SUMMER-
District of Pontiac. } VILLE, Plaintiff ; vs
No. 1311. } WILLIAM DOOLEY,
Defendant.

A certain lot of land known and described according to official plan and book of reference for the township of Thorne, as lot number seven in the west range of the said township of Thorne—with the buildings and improvements thereon erected.

To be sold at the registry office in the village of Bryson, on the FIFTH day of JUNE, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 27th April, 1912. 1794
[First published, 4th May, 1912.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } JOSEPH LEFRANCOIS ;
No. 2158. } against JOSEPH ALAIN,
to wit :

Lot No. 1787 (one thousand seven hundred and eighty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Châteauguay street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependancies ; subject to an annual ground rent of \$18.00, payable on the 29th June of each year, to the Reverend Ladies of l'Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 2nd May, 1912. 1848
[First published 4th May, 1912.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } CYRILLE BERNIER, SENIOR,
No. 5361. } Plaintiff ; vs JOSEPH DANIS,
Defendant.

1° Un morceau de terre situé au village de la paroisse de Saint-Marcel, au côté est de la route qui conduit du deuxième rang au quatrième rang, étant le lot numéro deux cent (No 200), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Marcel—avec les bâties dessus érigées.

2° Un morceau de terre situé au village de la paroisse de Saint-Marcel, au côté ouest de la route qui conduit du deuxième rang au quatrième rang, étant le lot numéro deux cent six (No 206), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Marcel—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Marcel, le CINQUIÈME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif,
Sorel, 25 avril 1912.

Shérif.
1773

[Première publication, 4 mai 1912.]

1. A piece of land situate in the village of the parish of Saint Marcel, on the east side of the road leading from the second to the fourth range, being lot number two hundred (No. 200), of the official cadastre of the said parish of Saint Marcel—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the village of the parish of Saint Marcel, on the west side of the road leading from the second to the fourth range, being lot number two hundred and six (No. 206), of the official cadastre of the said parish of Saint Marcel—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Marcel, on the FIFTH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office,
Sorel, 25 April, 1912.

Sheriff.
1774

[First published, 4th May, 1912.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **JOHNNY ALIAS JEAN**
No 1959. } **DUFOUR**, cultivateur, de
la Malbaie, Demandeur ; vs **EUCHER DUFOUR**,
de Saint-Fidèle, meunier, Défendeur.

Un lopin de terre situé en le rang du Cap-à-l'Aigle, en la paroisse de Saint-Fidèle, étant le lot numéro trois cent soixante et deux (362), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fidèle—avec le moulin à farine et toutes autres bâties dessus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fidèle, le SIXIÈME jour de JUIN 1912.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 1er mai 1912.

Shérif.
1781

[Première publication, 4 mai 1912.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **JOHNNY ALIAS JEAN**
No. 1959. } **DUFOUR**, farmer, of Malbaie,
Plaintiff ; vs **EUCHER DUFOUR**, of Saint Fidéle, miller, Defendant.

A parcel of land situate in the Cap-à-l'Aigle range of the parish of Saint Fidèle, being lot number three hundred and sixty two (362), of the official cadastre of the parish of Saint Fidèle—with the flour mill and any other buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fidèle, on the SIXTH day of JUNE, 1912.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office,
Malbaie, 1st May, 1912.

Sheriff.
1782

[First published, 4th May, 1912.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **XAVIER GOSSE-**
No. 274. } **LIN**, Demandeur ;
contre **PIERRE LAFLEUR**, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

1. Un morceau de terrain d'un acre de largeur sur la profondeur du lot, à prendre et à distraire du côté nord du lot de terre numéro quatre-vingt-sept-B (87-B), du troisième rang sud-est, sur les plan et livre de renvoi officiel du canton de Winslow ; et

2. Un autre morceau de terrain d'un acre et demi de largeur sur la profondeur du lot, à prendre et à distraire du côté sud du lot numéro quatre-vingt-huit (88), du dit troisième rang sud-est, sur les dits plan et livre de renvoi officiels du canton de Winslow.

Les dits deux morceaux de terrain étant

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **XAVIER GOSSELIN**,
No. 274. } **Plaintiff ; against**
PIERRE LAFLEUR, Defendant.

As belonging to the Defendant :

1. A piece of land of one acre in width by the depth of the lot, to be taken out and off of the north side of the lot of land number eighty seven B (87 B) of the third south east range on the official plan and book of reference of the township of Winslow, and,

2. Another piece of land of one acre and a half in width by the depth of the lot, to be taken out and off of the south side of lot number eighty eight (88) of the said third south east range on the said official plan and book of reference of the township of Winslow.

The said two pieces of land being conti-

contigus sont bornés ensemble comme suit : en front par le chemin public, en arrière par le cordon entre le deuxième et le troisième rangs sud-est, d'un côté par Archéas Dostie, et de l'autre côté par Malcolm Campbell, ou ses représentants—avec les bâtiments dessus construits.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse de Winslow, le SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 29 avril 1912. 1807.
[Première publication, 4 mai 1912.]

FIER FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-François, à savoir : DAME PHELOISE
No 15. VERMETTE,

épouse de feu Romuald Bilodeau, de la paroisse de Saint-Anselme, Demanderesse ; contre LEONIDAS MARTINEAU, du village de Saint-Pie. Défendeur.

Une terre située dans le canton de Wolfestown, dans le district de Saint-François, connue et désignée comme étant les lots numéros treize-B (13-B), et treize-C (13-C), du cinquième rang sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Wolfestown, de la contenance de cent quarante acres en superficie, plus ou moins—avec une maison dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fortunat, de Wolfestown, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 29 avril 1912. 1809
[Première publication, 4 mai 1912.]

FIER FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.
Saint-François, à savoir : EDOUARD DAR-
No 1262. VEAU, THEO-
PHILE DARVEAU et ALFRED POLIQUIN, de la cité de Québec, faisant affaires en société comme marchands en gros à Québec, sous la raison sociale de "Roy & Darveau", Demandeurs ; contre JOS. DEMERS, de Notre-Dame des Bois, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1. Un certain lopin de terre faisant partie du lot numéro dix-sept-d (17-d), dans le quatrième rang du canton de Chesham, dans le comté de Compton, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton, et décrit comme suit : commençant sur le côté nord du chemin conduisant de Ditton à Woburn, à un point dix-neuf pieds à l'ouest du coin sud-est du dit lot, de là allant à l'ouest en suivant le dit côté nord du dit chemin, quarante et un pieds, de là allant au nord à angle droit au dit chemin, cinquante-sept pieds, de là allant à l'est à angle droit à la dernière ligne, quarante et un pieds et de là allant au sud à angle droit à la dernière ligne, cinquante-sept pieds au lieu de commencement et contenant deux mille trois cent trente-sept pieds carrés en superficie,—avec bâtiments dessus construits.

2. Un certain lot de terre faisant partie du lot numéro dix-sept-E, dans le quatrième rang du dit canton de Chesham, sur les dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton et décrit comme suit : commençant à un point sur la ligne entre les lots dix-sept et dix-huit du quatrième rang du canton de Chesham, lequel point serait à peu près à quarante-quatre pieds du chemin de Ditton à Woburn, et allant vers l'ouest sur une longueur de dix-neuf pieds, plus ou moins, et de là au bout de cette ligne allant au nord sur une longueur de dix pieds, plus ou moins, et au bout de cette dernière ligne allant vers l'ouest sur une

gauchous are bounded together as follows : in front by the public road, in the rear by the line between the second and third south east ranges, on one side by Archéas Dostie, and on the other side by Malcolm Campbell, or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alphonse de Winslow, on the SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,
Sheriffs' office, Shérif.
Sherbrooke, 29th April, 1912. 1808
[First published, 4th May, 1912.]

FIER FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Francis, to wit : DAME PHELOISE
No. 15. VERMETTE, wife of

the late Romuald Bilodeau, of the parish of Saint Anselme, Plaintiff ; against LEONIDAS MARTINEAU, of the village of Saint Pie. Defendant.

A land situate in the township of Wolfestown, in the district of Saint Francis, known and designated as being the lots numbers thirteen B (13 B) and thirteen C (13 C) of the fifth range of the official plan and book of reference of the cadastre for the said township of Wolfestown, containing one hundred and forty acres in superficies, more or less—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 29th April, 1912. 1810
[First published, 4th May, 1912.]

FIER FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.
Saint Francis, to wit : EDOUARD DARVEAU,
No. 1262. THEOPHILE DAR-
VEAU and ALFRED POLIQUIN, of the city of Quebec, carrying on business at Quebec in partnership as wholesale merchants under the firm name of "Roy & Darveau", Plaintiffs ; against JOS. DEMERS, of Notre Dame des Bois, Defendant.

As belonging to the said Defendant :

1. A certain parcel of land forming part of lot number seventeen-d (17-d), in the fourth range of the township of Chesham, in the county of Compton, on the official plan and in the book of reference of the said township, and described as follows : commencing on the north side of the road leading from Ditton to Woburn, at a point nineteen feet on the west of the south east corner of the said lot, thence running to the west following the said north side of the said road forty one feet, thence to the north at a right angle with the said road fifty seven feet, thence to the east at a right angle to the latter line forty one feet, and thence running to the south at a right angle with the latter line fifty seven feet to the place of commencement, and containing two thousand three hundred and thirty seven square feet in superficies—with the buildings thereon erected.

2. A certain lot of land forming part of lot number seventeen E, in the fourth range of the said township of Chesham on the said official plan and book of reference of the said township, and described as follows : commencing at a point on the line between the lots seventeen and eighteen of the fourth range of the township of Chesham, which point is about forty four feet from the road from Ditton to Woburn, and running towards the west for a length of nineteen feet, more or less, and thence at the end of the said line going to the north for a length of nineteen feet, more or less, and at the end of the said latter line going towards the west for a length of

longueur de quarante-cinq pieds, plus ou moins et au bout de cette ligne allant au nord sur une longueur de cinquante-quatre pieds, plus ou moins, et de là allant vers l'est une longueur de de soixante-quatre pieds, plus ou moins, et rejoignant la ligne entre le lot dix-sept et le lot dix-huit, et de là suivant cette ligne allant vers le sud sur une longueur de soixante-quatre pieds, plus ou moins, rejoignant le point du départ de cette description; borné au nord par le lot numéro dix-sept-B, du rang quatrième, appartenant à Alfred Goulet, à l'ouest par le dit lot dix-sept-B, et le lot dix-sept-D, du quatrième rang, au sud par le lot dix-sept-D du même rang quatrième, et la partie restante du dix-sept-E, étant sur le chemin de Ditton à Woburn, et à l'est par partie du dix-huitième appartenant à Joseph Corriveau, dans le dit quatrième rang, contenant en superficie trois mille six cent quarante-six pieds, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc comme un seul et même lot, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Bois de Chesham, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 avril 1912. 1501
[Première publication, 13 avril 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } MES HOLDEN
No 850. } A MCCREADY,
Limited, Demandeurs; vs EDOUARD LACROIX,
Défendeurs.

Ce lot de terre situé sur le côté nord de la rue principale, dans la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, mesurant quatre-vingt deux pieds et demi de front sur la dite rue, sur cent deux pieds de profondeur, et étant partie du lot numéro cinq cent soixante et dix-huit (pt. 578), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook; borné au nord et à l'ouest par la terre occupée par Dame Arthur L'Heureux, en vertu d'un bail avec promesse de vente, à l'est par la propriété d'Alphonse Bissonnette, et au sud par la dite rue principale—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond (communément appelée Saint-Edmond de Coaticook) le QUATORZIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 9 avril 1912. 949.2
Les publications du 2 et 23 mars 1912 sont nulles.

[Première publication, 13 avril 1912].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } EDOUARD VII, Roi
Sainte-Scholastique. } du Royaume-Uni de
la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défendeur de la Foi, Demandeur; contre JAMES BALDWIN, cultivateur, canton d'Howard, comté d'Argenteuil, Défendeur, savoir:

forty five feet, more or less, and at the end of the said line going to the north for a length of fifty four feet, more or less, and thence going towards the east for a length of sixty four feet, more or less, and rejoining the line between lot seventeen and the said lot eighteen, and thence following the latter line going towards the south for a length of sixty four feet, more or less, rejoining the point of the departure of this description; bounded on the north by lot number seventeen B, of the fourth range belonging to Alfred Goulet, on the west by the said lot seventeen B and lot seventeen D, of the fourth range, on the south by lot seventeen D, of the same fourth range and the remaining part of seventeen E, being on the road from Ditton to Woburn, and on the east by part of the eighteenth belonging to Joseph Corriveau, in the said fourth range, containing three thousand six hundred and forty six feet in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold in block as one lot, at the church door of the parish of Notre Dame des Bois de Chesham, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriffs' office, Shérif.
Sherbrooke, 9th April, 1912. 1502
[First published, 13th April, 1912].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } MES HOLDEN
No. 850. } A MCCREADY, Limited,
Plaintiff; against EDOUARD LACROIX, Defendant.

The certain lot of land situate on the north side of Main street, in the town of Coaticook, in the county of Stanstead, measuring eighty two and a half feet in front on said street, by one hundred and two feet in depth, and being part of lot number five hundred and seventy eight (pt 578), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook; bounded on the north and west by the land occupied by Dame Arthur L'Heureux, under a lease with promise of sale, on the east by the property of Alphonse Bissonnette, and on the south by said Main street—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond (commonly called Saint Edmond de Coaticook) on the FOURTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.



HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 9th April, 1912. 950
The publications of the 2nd and 23rd of March, 1912, are null.

[First published, 13th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } EDOUARD VII, of the
Sainte-Scholastique. } United Kingdom of
Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Plaintiff; against JAMES BALDWIN, farmer, township of Howard, county of Argenteuil, Defendant, to wit:

Un lot de terre situé dans le premier rang du canton d'Howard, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro treize B (No. 13 B)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain 1912, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du chérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 mars 1912. 1797.
[Première publication, 4 mai 1912.]

A lot of land situate in the first range of the township of Howard, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference, under the number thirteen B (No. 13 B)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, on the FIFTH day of JUNE next, 1912, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST.

Sheriff's office. Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th March, 1912. 1798
[First published, 4th May, 1912.]

Nomination

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 3 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, M. J. Honoré Damphousse, avocat, de Montréal, district de Montréal. 1869

DEPARTMENT OF PROVINCIAL SECRETARY.

Quebec, 3rd May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR to appoint Kings' Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. J. Honoré Damphousse, advocate, of Montreal, district of Montreal. 1870

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que "The Girls' Cottage Industrial School" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'une Association Charitable, telles que mentionnées dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Le principal bureau de l'Association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce deuxième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Avis est par le présent donné que "The Continental Life Insurance Company", de Toronto, a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance sur la vie, dans cette province.

Les nom et adresse du principal agent pour la Province est Octave Meunier, Saving's Bank Chambers, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce treizième jour d'avril 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 1855

La compagnie "Jacobs & Davies, Incorporated" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Paul Seurot, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 avril 1912.

Appointment

Government Notices

Notice is hereby given that "The Girls' Cottage Industrial School" has been licensed and registered to transact in this province the business of a Charitable Association as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909 this second day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Notice is hereby given that "The Continental Life Insurance Company" of Toronto, has been registered to transact the business of Life Insurance in this province.

The name and address of the chief agent for the province, is Octave Meunier, Saving's Bank Chambers, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this thirtieth day of April, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 1856

The Company "Jacobs & Davies, Incorporated" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Paul Seurot, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 27th April, 1912.

La compagnie "Laco-Philips Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existant s de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Louis H. Gertsman, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 17 avril 1912.

La compagnie "Eugène Dietzgen Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux prescriptions et aux restrictions des lois de cette province, par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. C. R. Dippie, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 avril 1912.

1865

The "Laco-Philips Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Louis H. Gertsman, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 17th April, 1912.

The "Eugene Dietzgen Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. C. R., Dippie, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 27th April, 1912.

1866

Index de la Gazette Officielle de Québec No 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Alix vs Tanguay	996
" Asselin vs Jobin	996
" Baribeau vs Picard	951
" Champoux vs Masse	995
" Fréchette vs Gagné	993
" Fournier vs Paquet	994
" Lahaye vs Van Boeckel	995
" Levesque vs Dubuque	994
" Maheux vs Darveau	994

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 975.

ARRÊTÉS EN CONSEIL :—Amendements au tarif d'honoraires (Loi Electorale), 977 ; Droits à imposer sur procédures judiciaires, 978.

ASSOCIATION ET ASSURANCE :—The Continental Life Insurance Coy, 1009 ; The Girl's Cottage Industrial School, 1009.

AVIS :—Au sujet des terres dans le canton d'Hamilton, district de Gaspé, 996 ; Co-opérative de Publication des Laurentides, 998 ; L'Association du Cimetière de North Georgetown, 993 ; L'Association du Cimetière de Riverfield, 992.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 990 ; Conseil législatif, 989.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—Jacobs & Davies, incorp., 1009 ; Eugène Dietzgen Coy, Ltd, 1010 ; Laco-Philips Coy, 1010.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Major vs Daoust	995
" Mathieu vs Bernier	995
" Paige vs Brazel	994
" Pelletier vs Falardeau	994
" Pelletier vs Fortin	995
" Perreault vs Lacasse	993
" Reed vs Truax	995
" Tager vs Matoff	994
" Vaillancourt vs Daigle	993

ADVERTISEURS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 975.

ORDERS IN COUNCIL :—Amendments to the tariff of fees (Election Act), 977 ; Rights to levy on judicial proceedings, 978.

ASSOCIATION AND INSURANCE :—The Continental Life Insurance Coy, 1009 ; The Girl's Cottage Industrial School, 1009.

NOTICE :—Regarding lands granted in the township of Hamilton, district of Gaspé, 996 ; Co-operative de Publication des Laurentides, 998 ; Cemetery Association of North Georgetown, 993 ; Cemetery Association of Riverfield, 992.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, ; 990 Legislative Council, 989.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Jacobs & Davies, incorp., 1009 ; Eugène Dietzgen Coy, Ltd, 1010 ; Laco-Philips Coy, 1010.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Boucher.....	957
Bouiget.....	998
Carbonneau.....	998
Darveau.....	997
Hemsey.....	997

LETTRES PATENTES :—

American Amusement Coy.....	979
Canada Land Realty, Ltd.....	985
Canadian Realty Coy.....	985
La Cie des DeLaval, incorporée.....	984
La Cie Immobilière de Verdun.....	981

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Beaudin & Compagnie incorporée, ltée, 986 ; La Cie générale d'entreprises publiques, 987.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— D mande d'annexer ou d'ériger :—Arundel—Ponsonby—Amherst, comté d'Ottawa, 978 ; Canton Beaudet, 979 ; Pointe-à-la-Savane—Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, 988 ; Saint-Amédée, comté du Lac Saint-Jean, 988 ; Scotstown, 978 ; Saint-Lucien, comté de Drummond, 988 ; Village de Hatley, comté de Stanstead, 988 ; Wickham-ouest—St-Germain de Grantham, 979.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE, DEMANDE DE CHANGEMENT DE NOM :—Wright & Northfield en celui de Wright, 989.

NOMINATIONS :—

Greffier de la cour de Circuit :—Alfred Gagnon, 975.

Greffier de la Couronne et de la Paix :—A. E. Corriveau, 975.

Conseil en Loi du Roi :—Arnold Wainwright, 975 ; Wm. Gamble, 976 ; Henri Jodoin, 976 ; J. H. Damphouse, 1009.

NOMINATIONS PAR PROCURATION :—Cie Leitch Bros Flour Mills, Ltd, 979 ; Linde British Refrigeration Coy, Ltd, 979.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par Jos. Eug. Edgar Laliberté, 988.

PROCLAMATION :—Saint-Marc de Shawinigan, 976.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE :—Du Bassin, 978.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Dominion Express Companies, 996.

VENTE PAR ENCAN :—Dominion Express Co., 996.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Lemire vs Champagne, 998.

BEAUCÉ :—Grégoire vs Buteau, 999.

BEDFORD :—Hunter vs Smith et uxor, 999.

CHICOUTIMI :—Gaudreau vs Tremblay, 1000.

GASPÉ :—The Desjardins Coy vs LaBrie, 1000.

KAMOURASKA :—Thibault vs Bélanger, 1001.

FAILLIS —INSOLVENTS :

Laroche.....	998
Simard.....	996
St. Onge.....	997
Tremblay & Cie.....	997

LETTRES PATENTES :—

La Cie Manufacturière de Saint Anselme, ltée.....	980
Placement Immobilier, ltée.....	983
R. F. Cream Coy Ltd.....	986
The Victoria Stone Coy, Ltd.....	982

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Beaudin & Compagnie incorporée, ltée, 986 ; La Cie générale d'entreprises publiques, 987.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Application to annex or erect :— Arundel—Ponsonby—Amherst, county of Ottawa, 978 ; Township Beaudet, 979 ; Pointe-à-la-Savane—Péribonka, county of Lake Saint John, 988 ; Saint Amédée, county of Lake Saint John, 988 ; Scotstown, 978 ; Saint Lucien, county of Drummond, 988 ; Village of Hatley, county of Stanstead, 988 ; Wickham West—Saint Germain de Grantham, 979.

SCHOOL MUNICIPALITY APPLICATION TO CHANGE NAME :—Wright & Northfield to that of Wright, 989.

APPOINTMENTS :—

Clerk of Circuit Court :—Alfred Gagnon, 975.

Clerk of the Crown and clerk of the Peace :—A. E. Corriveau, 975.

King's Counsel :—Arnold Wainwright, 975 Wm. Gamble, 976 ; Henri Jodoin, 976 ; J. H. Damphouse, 1009.

APPOINTMENTS BY NEW POWER OF ATTORNEY :—Cie Leitch Bros Flour Mills, Ltd, 979 ; Linde Refrigeration Coy, Ltd, 979.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—by Jos. Eug. Edgar Laliberté, 988.

PROCLAMATION :—Saint Marc de Shawinigan, 976.

STOCK BREEDING SYNDICATE :—Of Bassin, 978.

SALE OF UNCLAIMED GOODS :—Dominion Express Companies, 996.

AUCTION SALE—Dominion Express Co., 996.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Lemire vs Champagne, 998.

BEAUCÉ :—Grégoire vs Buteau, 999.

BEDFORD :—Hunter vs Smith et uxor, 999.

CHICOUTIMI :—Gaudreau vs Tremblay, 1000.

GASPÉ :—The Desjardins Coy vs LaBrie, 1000.

KAMOURASKA :—Thibault vs Bélanger, 1001.

MONTREAL :—Cousineau vs Théberge, 1004 ; Levy (Dme) vs Mrancer de Rossy, 1001 ; McFeat vs Dme McFeat, 1003 ; The Synod of the diocese of Montreal vs Henry, 1004 ; Vipond vs Mulan, 1003.

OTTAWA :—The Wm. Gray Sons, ltd vs Lacoste, 1004.

PONTIAC :—Summerville vs Dooley, 1005.

QUÉBEC :—Lefrançois vs Alain, 1005.

RICHELIEU :—Bernier vs Danis, 1005.

SAGUENAY :—Dufour vs Dufour, 1006.

SAINT FRANCOIS :—Gosselin vs Lafleur, 1006 ; McCready vs Lacroix, 1008 ; Roy & Darveau vs Demers, 1007 ; Vermette (Dme) vs Martineau, 1007.

TERREBONNE :—Edouard VII vs Baldwin, 1008.

MONTREAL :—Cousineau vs Théberge, 1004 ; Levy (Dme) vs Mrancer de Ro ay, 1001 ; McFeat vs Dme McFeat, 1003 ; The Synod of the Diocese of Montreal vs Henry, 1004 ; Vipond vs Mulan, 1003.

OTTAWA :—The Wm. Gray Sons, ltd vs Lacoste, 1004.

PONTIAC :—Summerville vs Dooley, 1005.

QUEBEC :—Lefrançois vs Alain, 1005.

RICHELIEU :—Bernier vs Danis, 1005.

SAGUENAY :—Dufour vs Dufour, 1006.

SAINT FRANCOIS :—Gosselin vs Lafleur, 1006 ; McCready vs Lacroix, 1008 ; Roy & Darveau vs Demers, 1007 ; Vermette (Dme) vs Martineau, 1007.

TERREBONNE :—Edward VII vs Baldwin, 1008.